Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 11 septembre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°719 ■

Chronique Eco

Et si l'Afrique s'émancipait pour prendre son destin en main : un test par la valorisation souveraine de ses ressources minières

P 16

CLÔTURE DE L'IATF 2025 À ALGER

Une édition exceptionnelle !

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) s'est achevée à Alger sur une note triomphale, marquée par des records de participation, la conclusion de partenariats stratégiques et un élan renouvelé en faveur de l'intégration économique du continent. Entre le soutien affirmé de l'Algérie et les messages d'unité portés par les dirigeants africains, cette édition consacre l'Afrique comme un espace d'opportunités et de coopération renforcée. P 3

- **L'Algérie a décroché 11,4 milliards de dollars de contrats**
- **Lancement du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovants à l'échelle africaine**

IATF 2025

L'Algérie, pivot de la stratégie canadienne en Afrique P 2

IMPORTATION DE 10 000 BUS, ENTRETIEN DES ROUTES, FEUX DE FORÊTS ET 5 G

Quatre dossiers importants sur la table du gouvernement P 5

"GASTECH 2025"

Sonatrach met en avant le rôle stratégique du gaz P 5

IATF 2025/INTÉGRATION RÉGIONALE

Le PNUD salue les efforts de l'Algérie

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a salué, mardi, les efforts de l'Algérie en faveur de l'intégration régionale et de la concrétisation du rêve de création d'un marché africain unique. Dans une déclaration à l'APS, Mme Nozipho Hlophe, du Centre de service régional du PNUD pour l'Afrique, s'est réjouie du "succès de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF)", saluant "le rôle de l'Algérie en faveur de l'intégration régionale et de la concrétisation du rêve de création d'un marché africain unique". Elle a, dans ce contexte, mis en avant les efforts de l'Algérie, aux côtés de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), de la Commission de l'Union africaine et du Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), pour "développer les relations économiques entre les pays du continent et renforcer le partenariat commercial au bénéfice de toutes les parties". Selon elle, la "forte participation" des opérateurs économiques des différents pays du continent à l'édition d'Alger montre qu'ils sont "pleinement conscients de l'importance du label +Made in Africa+". Mme Hlophe a, par ailleurs, affiché la volonté du Centre de service régional du PNUD de "soutenir les micro-entreprises en renforçant leur capacité d'adaptation aux défis et aux mutations économiques et en leur fournissant l'expertise nécessaire pour leur permettre de se développer", ajoutant que le PNUD partage son expertise en Afrique dans divers contextes de développement.

GROUPE TÉLÉCOM ALGÉRIE

Une participation réussie à l'IATF 2025

Le Groupe Télécom Algérie et les entreprises économiques affiliées à son portefeuille ont brillamment pris part à la 4e édition du Salon africain du commerce intra-africain (IATF 2025), organisée du 4 au 10 septembre au Palais des Expositions de la Safex, à Alger. Cette participation s'est révélée très fructueuse, marquée par un fort engouement des visiteurs qui ont afflué en grand nombre vers le stand du Groupe pour découvrir ses offres et solutions innovantes. Outre la visibilité obtenue, cette présence a permis d'organiser de nombreux entretiens B to B, favorisant des échanges constructifs et ouvrant la voie à de futures collaborations. Ces rencontres ont mis en lumière la capacité du Groupe à répondre aux besoins croissants du marché africain en matière de connectivité, de transformation numérique et de solutions technologiques avancées. Le Groupe Télécom Algérie salue la réussite de cette édition de l'IATF 2025 et réaffirme son engagement à renforcer son rôle de partenaire stratégique du développement numérique en Algérie et en Afrique, tout en poursuivant son ambition d'expansion internationale.

IATF 2025

L'Algérie, pivot de la stratégie canadienne en Afrique

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui s'est tenue à Alger, a mis en lumière le rôle central de l'Algérie dans la dynamique d'intégration économique du continent. Pour le Canada, présent en force lors de ce rendez-vous, l'Algérie apparaît comme un partenaire stratégique et incontournable dans la mise en œuvre de sa nouvelle vision africaine.

Par Mourad A.

Invité de la télévision algérienne, Ben Marc Diendéré, Ambassadeur du Canada auprès de l'Union africaine et Envoyé spécial pour l'Afrique, a souligné l'importance de ce rendez-vous continental : « C'est un événement de grande portée et nous sommes heureux que l'Algérie l'accueille. Le pays a su réunir toutes les conditions favorables pour assurer le succès de cette 4e édition ». Les relations économiques entre l'Algérie et le Canada connaissent un essor notable. Le volume des échanges commerciaux avoisine un milliard de dollars, reflétant une coopération croissante. « Nos relations sont excellentes et diversifiées. Elles touchent à des domaines aussi stratégiques que l'énergie, la défense, l'agriculture et l'éducation », a précisé le diplomate. Le poids de la diaspora algérienne au Canada, particulièrement active à Montréal et dans d'autres grandes villes, constitue également un vecteur essentiel dans le renforcement de ces liens, tant sur le plan académique que dans le domaine des affaires.

Pour témoigner de son engagement, le Canada a mobilisé à Alger 16 entreprises de différents secteurs, venues explorer des partenariats concrets. Selon Ben Marc Diendéré, « l'Algérie avance avec une vision claire et ce que nous observons dans ses infrastructures, ses ports et ses réalisations traduit une gouvernance efficace. C'est un environnement propice pour nouer des accords solides ».

Depuis cinq ans, Ottawa travaille à l'élaboration d'une stratégie africaine qui a été officiellement lancée en mars dernier. Elle se déploie autour de plusieurs priorités : la sécurité, l'agriculture, les énergies où l'Algérie dispose d'atouts majeurs dans le renouvelable et l'hydrogène, les mines nécessitant un appui en formation spécialisée, mais aussi le transport maritime et la sécurité portuaire. « Le monde change et les relations économiques deviennent primordiales. Nous voulons bâtir des partenariats durables, en misant sur la formation et l'expertise. Le Canada est un pays d'entreprises de taille moyenne et petite, tout comme l'Algérie. Cette complémentarité ouvre la voie à de nombreuses coopérations », a expliqué l'envoyé spécial.

Outre le partenariat bilatéral, le Canada identifie l'Algérie comme un acteur clé en Afrique. Sa position géostratégique, son rôle au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et son ouverture progressive sur de nouveaux marchés en font un point d'ancrage incontournable.

En évoquant le discours du Président Abdelmadjid Tebboune lors de l'ouverture de l'IATF 2025, Ben Marc Diendéré n'a pas caché son appréciation : « C'était un discours important et porteur de vision. Il traduit une volonté d'élargir les horizons commerciaux de l'Algérie vers l'ensemble du continent ». Le diplomate a insisté sur la nécessité d'inscrire les échanges économiques dans un cadre fiable et stable : « Les affaires doivent se faire dans un climat de confiance. L'Algérie est en train de s'ouvrir et nous devons trouver ensemble les meilleures façons de coopérer ».

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE

Une vitrine pour faire connaitre le potentiel touristique de l'Algérie

Par R E.

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se poursuit au Palais des expositions (Alger), constitue une vitrine sur le potentiel touristique unique de l'Algérie et une opportunité pour le faire connaître à grande échelle, en vue de conforter la place touristique de l'Algérie, aux plans continental et international.

Cet événement, à travers lequel l'Algérie vise à diversifier son économie, n'est pas seulement un espace pour construire des partenariats économiques entre les investisseurs africains, mais s'étend aussi à l'aspect touristique en tant que levier important sur lequel mise l'Algérie pour sa transition vers une économie durable, affranchie de la dépendance aux hydrocarbures.

Dans une déclaration à l'APS, le Directeur général de l'Office national du tourisme (ONT), M. Abdelhamid Ouari a précisé que l'affluence enregistrée lors de cette édition de près de 35.000 visiteurs et de 2.000 exposants venus de divers pays africains, outre les médias étrangers chargés d'assurer la couverture de l'événement, fait de l'édition d'Alger "une occasion idéale pour faire la promotion de l'Algérie en tant que destination touristique par excellence", à travers les visiteurs de la foire. Dans le cadre de la nouvelle stratégie élaborée par le secteur du tourisme et de l'artisanat pour mettre en avant les atouts touristiques de l'Algérie, notamment pour ce qui est du tourisme saharien, l'ONT a élaboré, à l'occasion de ce rendez-vous africain, un plan de promotion intégré visant à faire découvrir aux frères africains le potentiel touristique qui distingue l'Algérie. A cet égard, une exposition d'artisanat, organisée au pavillon central du Palais des expositions et reflétant la grande diversité qui caractérise les différentes régions de l'Algérie, a suscité "un vif engouement des visiteurs".

Le pavillon dédié au tourisme et à l'artisanat a enregistré également "une grande affluence des opérateurs économiques africains à la recherche d'opportunités de partenariat avec le secteur, tant en matière d'investissement qu'en matière d'échange touristique".

A cette occasion, un riche programme a été tracé pour faire connaitre aux invités de l'Algérie plusieurs sites touristiques, comprenant des excursions touristiques au jardin d'essai du Hamma, à Djamaa El-Djazair, à la Casbah, au Palais des Raïs (Bastion 23), ainsi qu'aux ruines romaines de Tipasa, en mettant à disposition des bus à cet effet.

Par ailleurs, des spectacles et des soirées artistiques sont organisés pour faire connaitre le patrimoine artistique et culturel algérien, selon le DG de l'ONT, qui a indiqué que plusieurs membres des délégations africaines avaient exprimé leur intention de revenir en Algérie pour découvrir d'autres lieux touristiques en dehors de la capitale.

En appui à ces efforts, des supports classiques et numériques sont exploités pour promouvoir le tourisme en Algérie. A ce titre, l'Office a procédé, au niveau de son stand à l'IATF, à la programmation de visites, via la technique de réalité virtuelle, de plusieurs sites touristiques et archéologiques classés par l'UNESCO, ce qui permettra à l'Algérie de concurrencer les plus grandes destinations touristiques du monde.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CLÔTURE DE L'IATF 2025 À ALGER

Une édition exceptionnelle !

La 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) s'est achevée à Alger sur une note triomphale, marquée par des records de participation, la conclusion de partenariats stratégiques et un élan renouvelé en faveur de l'intégration économique du continent. Entre le soutien affirmé de l'Algérie et les messages d'unité portés par les dirigeants africains, cette édition consacre l'Afrique comme un espace d'opportunités et de coopération renforcée.

Par Zahir R.

Lors de la cérémonie de clôture, Larbi Latrèche , commissaire du salon, a qualifié cette édition d'«exceptionnelle », soulignant qu'elle a constitué une plateforme incontournable pour les entreprises et les hommes d'affaires africains, facilitant les échanges, l'exploration de nouvelles opportunités d'investissement et la conclusion de nombreux partenariats stratégiques. Selon lui, l'organisation de cet événement en Algérie, et l'attention particulière qui lui a été accordée par les autorités sous la supervision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, illustrent l'engagement fort du pays à mettre en œuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Et de rappeler : « L'avenir, c'est l'Afrique, et l'Algérie est toujours à l'avant-garde des nations soutenant les causes de libération et de développement du continent».

Latrech a également mis en avant la mobilisation et le suivi constants du Président Abdelmadjid Tebboune, qui a veillé sur le bon déroulement de la foire depuis son ouverture jusqu'à sa clôture. Il a assuré que cette édition a «battu tous les records», aussi bien en termes de participation que de contrats signés. De son côté, l'ancien Président nigérian, Olusegun Obasanjo, a exprimé sa profonde gratitude envers l'Algérie pour « l'hospitalité remarquable » réservée aux délégations africaines et a salué la participation active et constructive des opérateurs. « Ce n'est pas un simple événement, mais le signe de notre ambition commune et d'une intégration africaine plus profonde », a-t-il déclaré, appelant les pays du continent à capitaliser sur le dynamisme observé à Alger. «Nous aspirons au développement et à la prospérité du continent, qui représentent l'objectif suprême auquel nous tendons», a-t-il dit. Obasanjo a également tenu à remercier Afreximbank, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de commerce pour leur rôle clé dans le succès de cette manifestation, avant de conclure : « Vous pouvez être fiers d'être Africains».

Avec cette clôture couronnée de succès, l'IATF 2025 s'impose comme un moment historique du commerce intra-africain, ouvrant la voie à un nouvel élan de coopération économique et d'intégration continentale. Il convient de noter que, lors de ce rendez-vous continental, une centaine de contrats commerciaux et de partenariats ont été conclus entre des institutions et entreprises algériennes et leurs homologues africaines.

Signature de plusieurs accords d'exportation

Hier au dernier jour de l'IATF 2025, plusieurs entreprises algériennes, publiques et privées, ont signé des accords avec des entreprises africaines, pour des montants s'élevant à des centaines de millions de dollars. Dans l'industrie agroalimentaire, le groupe "LaBelle" a conclu un contrat d'échanges commerciaux d'une valeur de 200 millions USD, avec la société ougandaise "Jaber", renforçant ainsi l'écoulement des produits alimentaires algériens sur les marchés de l'Afrique de l'Est. Dans le secteur de l'électronique et de l'électroménager, le groupe "Iris" a signé un contrat d'exportation d'équipements électroménagers vers le Zimbabwe, pour un montant de 50 millions USD, par le biais de la société Ibaza Creation. Concernant la mécanique et les pièces de rechange, la société algérienne "Technocast" a conclu un accord avec la société américaine Carpathia, d'une valeur de 35 millions USD, portant sur l'exportation de fils métalliques à haute technicité et de pièces spécialisées destinées aux industries pétrolières et gazières. De son côté, la société algérienne "ONIA" a signé un contrat de partenariat avec Carpathia USA, d'une valeur de 65 millions USD, pour l'échange d'expertise dans le domaine de l'ingénierie mécanique et de la fabrication de tracteurs agricoles, avec des perspectives d'exportation vers l'Afrique. Quant au secteur des industries mécaniques automobiles, l'entreprise " IKAM-ALGERIE" a signé un contrat d'exportation d'une valeur de 25 millions de dollars, avec la société libyenne " Hilal Al-Jabal", pour la fourniture de plaquettes de freins automobiles destinées aux marchés libyen, tunisien et égyptien. La société algérienne d'ingénierie pour la construction et l'industrie a également signé un contrat de partenariat et d'exportation, d'une valeur de 185 millions d'euros (environ 216 millions de dollars), avec le groupe canadien "AMEL" portant sur la production et l'exportation de verres intelligents vers plusieurs pays africains. Dans le domaine des travaux publics, le Laboratoire central des travaux publics (LCTP), filiale du Groupe public d'Etudes d'Infrastructures, de Contrôle et d'Assistance (GEICA), a conclu un accord de partenariat avec le groupe guinéen "Baling", d'une valeur de 2 millions de dollars. La société algérienne des études techniques d'infrastructures (SAETI), filiale du même Groupe, a signé un autre contrat avec le même partenaire guinéen pour la même valeur. Dans le même contexte, le Groupe public de construction ferroviaire, a signé un contrat de partenariat avec le groupe guinéen "Baling" renforçant ainsi la coopération dans le domaine des infrastructures de transport. De son côté, l'Entreprise nationale des granulats (ENG), filiale du groupe public " Sonarem", a signé un contrat avec une entreprise égyptienne pour l'exportation de carbonate de calcium, de pouzzolane et de marbre, ainsi qu'un autre contrat avec une entreprise algérienne d'exportation pour la commercialisation de ses produits vers plusieurs pays d'Afrique.

L'Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles (ENOF), filiale du même groupe, a également signé un contrat avec la même entreprise égyptienne pour l'exportation de produits miniers, ainsi qu'un autre contrat avec une entreprise tunisienne spécialisée dans la fabrication de papier, pour l'exportation de carbonate de calcium.

SUR DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Lancement du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovants à l'échelle africaine

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, a annoncé, hier au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), le lancement officiel, sur décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovants à l'échelle africaine au niveau de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACISD).

«Le travail va commencer immédiatement avec 30 entreprises participant à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (ITAF) pour l'accompagnement et le financement de ce Fonds», a précisé le ministre en marge de la foire qui s'achève mercredi après une semaine d'intenses activités. Parmi les objectifs de ce Fonds, M. Ouadah a cité «l'autonomisation des jeunes et la promotion de l'innovation en Afrique, conformément à la teneur du discours du président de la République à l'ouverture de cette édition et à ses engagements». Le ministre a également fait savoir qu'il sera procédé, en collaboration avec l'AACISD, dans le cadre du programme de formation et de financement des étudiants africains dans les universités algériennes, à l'organisation d'un événement dédié à ces étudiants lors de la Conférence africaine des start-up, prévue à Alger en décembre prochain, sous le haut patronage du président de la République.

PME EN AFRIQUE

Un levier d'intégration continentale

Par M. A.

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale des économies africaines, représentant plus de 90 % du tissu entrepreneurial et près de 70 % des emplois créés sur le continent. Pourtant, leur potentiel reste en grande partie sous-exploité en raison de contraintes structurelles persistantes : accès limité au financement, manque de formation managériale, infrastructures insuffisantes et intégration encore faible dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Dans ce contexte, l'Algérie se profile comme un exemple en devenir, illustrant les efforts d'un pays africain qui cherche à transformer ses PME en véritables leviers de croissance et d'intégration continentale. Le pays compte aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de micro, petites et moyennes entreprises actives dans des secteurs variés, allant de l'agroalimentaire à la mécanique, en passant par les énergies renouvelables et les services numériques. « Les PME sont la colonne vertébrale de toute économie émergente », a souligné Abdelatif Hmamda, expert international en économie et doyen de la micro-entreprise, lors de son intervention à la radio nationale. « En Afrique, elles traduisent la vitalité entrepreneuriale des jeunes générations, mais elles souffrent encore d'un environnement peu favorable. L'exemple algérien montre toutefois que des politiques publiques volontaristes peuvent changer la donne », a-t-il ajouté.En effet, l'Algérie a mis en place plusieurs instruments destinés à accompagner ses petites structures : financement par des banques spécialisées, dispositifs de microcrédit, incubateurs universitaires et zones franches offrant des incitations fiscales. Ces initiatives visent non seulement à soutenir la création d'entreprises, mais aussi à renforcer leur capacité d'exportation, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La position géographique du pays joue, par ailleurs, un rôle déterminant. Située aux portes de l'Europe et au carrefour des échanges africains, l'Algérie se présente comme une plateforme logistique et commerciale stratégique. « C'est une véritable porte double, à la fois de l'Afrique vers l'Europe et des Européens vers l'Afrique », a estimé M. Hmamda. « Si les PME algériennes parviennent à s'insérer dans ce mouvement, elles deviendront un catalyseur d'intégration régionale ». Cependant, les défis restent importants. À l'échelle continentale, le déficit en financement se chiffre à près de 330 milliards de dollars par an, selon la Banque africaine de développement, freinant les projets des entrepreneurs. En Algérie, beaucoup de PME manquent encore de technologies avancées, de compétences numériques et d'accès aux marchés extérieurs. La dépendance vis-à-vis des secteurs traditionnels demeure également un facteur limitant. Pour Abdelatif Hmamda, la solution réside dans une double approche : « Il faut à la fois renforcer l'écosystème local, en améliorant l'accès au crédit et à la formation, et encourager les partenariats Sud-Sud. L'expérience montre que la coopération entre PME africaines est un puissant moteur d'innovation et de compétitivité ». À travers ses réformes et ses ambitions, l'Algérie illustre ainsi la voie d'une Afrique où les PME ne sont plus seulement des acteurs de survie économique, mais bien des champions capables de conquérir les marchés régionaux et internationaux. Entre défis structurels et opportunités à saisir, leur avenir apparaît indissociable de la transformation économique du continent.

LONDON INTERNATIONAL HONEY AWARDS 2025

La marqué algérienne ''La Miellée'' primée

La marque algérienne ''La Miellée'' a été distinguée au prestigieux London International Honey Awards (LIHA) 2025, recevant deux médailles d'or: l'une pour la qualité de son miel de jujubier, l'autre pour le design de son packaging. Une première historique pour une entreprise apicole algérienne. Cette reconnaissance internationale salue l'engagement de La Miellée pour une apiculture exigeante, conjuguant rigueur de production, transparence et créativité. Elle confirme également la capacité du miel algérien à s'imposer sur les marchés mondiaux, dans un secteur en quête de structuration et de visibilité à l'échelle internationale. Ce succès est le fruit d'une synergie collective entre une jeune entreprise innovante, ses apiculteurs partenaires, la richesse d'un terroir algérien authentique et la fidélité d'une clientèle engagée. La Miellée appelle à un soutien institutionnel renforcé, indispensable pour consolider la présence des entreprises nationales sur le marché local et accompagner leur développement à l'international. Pionnière dans son domaine, La Miellée est la première marque de miel algérienne à réunir une plateforme de vente en ligne dédiée (www.lamiellee.com.dz),un design reconnu par ses pairs et une ambition affirmée à l'export. Après une première opération de vente vers le Moyen-Orient en 2024, elle poursuit sa mission : faire rayonner les miels algériens, entre savoir-faire artisanal et standards de qualité internationaux.

COURRIER EXPRESS

Nécessité d'encadrer l'activité et d'améliorer ses services

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a souligné, mardi, la nécessité d'encadrer l'activité du courrier express en Algérie et d'améliorer ses services, notamment dans le cadre du soutien et du développement du commerce électronique, indique un communiqué du ministère.

Présidant une rencontre avec des opérateurs de courrier express international soumis au régime de l'autorisation, ainsi que des opérateurs de courrier express local soumis au régime de la simple déclaration, le ministre a mis en avant "l'importance stratégique de cette activité, notamment dans le cadre du soutien et du développement du commerce électronique en Algérie".

Soulignant "l'engagement de son département ministériel à accompagner les opérateurs pour atteindre cet objectif", M. Zerouki a insisté sur l'impératif de se conformer à une série d'engagements, notamment "garantir la qualité des services, respecter les délais de livraison, protéger les données personnelles des citoyens et prendre en charge efficacement leurs préoccupations, tout en veillant au respect de la déontologie professionnelle", ajoute le communiqué. Après avoir relevé que ces engagements "feront l'objet d'un encadrement et d'un suivi rigoureux en coordination avec l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), selon un contrôle régulier de leur respect", le ministre a appelé les opérateurs concernés à "étendre leurs réseaux pour couvrir toutes les wilayas du pays, notamment celles du sud, en adoptant des solutions numériques modernes". La rencontre s'est déroulée en présence du président du Conseil de l'ARPCE, Mohamed El Hadi Hannachi.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE CHINE EN ALGÉRIE

Les moyens de renforcer la coopération examinés

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a reçu, mardi, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans ce secteur, indique un communiqué du ministère. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, "les deux parties ont salué les relations bilatérales et l'amitié historique unissant les deux pays", soulignant "la volonté commune de renforcer la coopération et le partenariat dans divers domaines, notamment l'agriculture, dans le cadre d'un accord de partenariat économique pérenne", précise le communiqué. Les deux parties ont également passé en revue les atouts des deux pays et les opportunités disponibles pour promouvoir les exportations, notamment des produits agricoles algériens vers le marché chinois, en bénéficiant des mesures préférentielles appliquées par les autorités chinoises aux produits africains en général, selon la même source. La rencontre a aussi porté sur l'investissement dans le domaine agricole, sachant que plusieurs entreprises chinoises participent actuellement à la réalisation de projets stratégiques dans le secteur agricole, notamment la construction de silos de stockage de céréales, tandis que d'autres entreprises s'intéressent au développement des cultures stratégiques dans les wilayas du sud. A cette occasion, les deux parties sont convenues d'entamer la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets incluant la coopération technique, notamment dans les domaines de la santé végétale et animale et de la recherche agricole, conclut le communiqué.

GESTION DES RISQUES MAJEURS

Une délégation chinoise du ministère de la Gestion des urgences en vite en Algérie

Une délégation de haut niveau de la République populaire de Chine, conduite par le vice-ministre de la Gestion des urgences, Hu Minglang, entame mercredi, une visite officielle en Algérie, dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de la gestion des risques majeurs, indique un communiqué de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Cette visite traduit "la volonté partagée de promouvoir l'échange d'expertises et de bonnes pratiques, de consolider les mécanismes de coordination bilatérale et de renforcer la coopération en matière de formation, technique et opérationnelle", précise la même source, ajoutant qu'elle permettra aussi de "mettre en valeur les capacités opérationnelles de la Protection civile algérienne, ses dispositifs de formation ainsi que ses infrastructures spécialisées". Au cours de cette visite de trois jours, la délégation chinoise sera reçue par le Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelef, au siège de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El Beïda, où il est prévu une présentation conjointe des organisations administratives et opérationnelles des deux institutions, suivie de visites au sein des différentes spécialités et unités de la Protection civile La délégation se rendra également au Centre national de coordination opérationnelle (CENAC), où un exposé détaillé sur les procédures de gestion opérationnelle et les plateformes numériques, utilisées pour la gestion des opérations quotidiennes et exceptionnelles, sera présenté, en plus de la visite du musée national de la Protection civile. Le programme de cette visite comprend aussi des démonstrations opérationnelles et un échange avec les équipes locales sur les méthodes d'intervention et de gestion des urgences. En outre, cette visite sera l'occasion pour les deux parties de "réaffirmer leur engagement commun en faveur d'une coopération pragmatique, durable et ouverte, visant à améliorer la résilience face aux nouveaux défis, notamment ceux liés aux changements climatiques et aux catastrophes technologiques et industrielles", conclut le communiqué de la DGCP.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	432,00	NC	0,00	0,40	2,56	7,62	8,10	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,24	-0,08	9,10	5,50	3225	4 563 375,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	2340,00	0,00	-4,66	-1,77	6,22	6,84	20	46 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 277,00	2277,00	0,00	-0,17	0,25	10,86	5,49	2062	4 695 174,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,19	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	391,00	384,00	-1,79	-0,52	-5,03	3,63	5,47	2892	1 110 528,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	56	64	48	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	67	79	55	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	42	البصل الجاف	
	Ail sec	566	634	499	الثوم الجاف	
	Carotte	95	106	84	الجزر	
	Navet	111	124	98	لفت	
	Poivron	85	98	72	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	96	الفلفل الحار	
	Courgette	101	114	87	الكوسة	
	Haricot vert	181	202	159	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	118	133	103	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	415	240	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	586	725	446	التمر	
	Banane	421	433	408	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	77	87	67	البطيخ الاحمر	
	Raisin	213	277	150	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1804	1924	1684	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

IMPORTATION DE 10 000 BUS, ENTRETIEN DES ROUTES, FEUX DE FORÊTS ET 5 G

Quatre dossiers importants sur la table du gouvernement

Le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, a présidé, hier au Palais du gouvernement, une réunion du gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, formulées lors de la réunion qu'il avait présidée le 26 août 2025, concernant le secteur des transports.

Par Selma R.

À ce titre, le gouvernement a examiné la feuille de route relative au renouvellement du parc national de bus, à travers l'importation immédiate de 10 000 nouveaux bus de transport de voyageurs destinés à remplacer les véhicules anciens.
Cette opération permettra, dans une première phase, de remplacer l'ensemble des bus mis en exploitation depuis plus de 30 ans, ainsi que la moitié de ceux ayant entre 25 et 30 ans de service. La feuille de route prévoit également le renouvellement progressif du reste du parc national, notamment grâce aux capacités de production nationales dans ce domaine. Dans un autre volet, le gouvernement a entendu un exposé relatif au programme d'entretien des autoroutes, mettant en évidence les opérations déjà engagées et celles programmées à court et moyen terme. Ces actions concernent principalement la réparation et la réhabilitation des tronçons dégradés, ainsi que la définition des axes majeurs d'une approche globale pour la gestion et la maintenance de ce type d'infrastructures essentielles. Par ailleurs, le gouvernement a suivi une présentation sur la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêts pour l'année 2025, ainsi que sur le bilan provisoire des incendies. Le rapport intermédiaire a souligné l'efficacité des efforts déployés grâce à l'approche proactive adoptée par les pouvoirs publics, ainsi que les moyens et ressources considérables mobilisés dans le cadre du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts, qui restera opérationnel jusqu'à la fin de la saison.
Enfin, le gouvernement a étudié trois (3) projets de décrets exécutifs relatifs à l'octroi d'autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications électroniques mobiles de cinquième génération (5G), ainsi que pour la fourniture des services associés. Ces autorisations ont été accordées aux sociétés par actions suivantes : ATM Mobilis, Optimum Télécom Algérie et Wataniya Télécom Algérie, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment la loi n° 18-04 du 10 mai 2018 fixant les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques.

"GASTECH 2025"

Sonatrach met en avant le rôle stratégique du gaz

Par Réda Hadi

Lors de la conférence et exposition Gastech 2025 qui s'est tenue à Milan, en Italie, le Président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a mis en avant le rôle crucial du gaz naturel dans le maintien de l'équilibre des marchés mondiaux de l'énergie. Cette manifestation internationale, qui rassemble des décideurs et experts du secteur énergétique, a offert à M. Hachichi l'occasion de participer à une séance à huis clos axée sur le thème "renforcer le rôle du gaz naturel pour garantir l'équilibre du marché de l'énergie".
Selon l avis d'expert, renforcer le rôle du gaz naturel en 2025 semble être une stratégie clé pour garantir l'équilibre du marché de l'énergie, notamment en Europe. Aussi, comme l'Europe connaît une demande accrue de gaz naturel, cela positionne l'Algérie comme un partenaire stratégique pour répondre à ces besoins. La diminution des importations de gaz russe par l'Union Européenne crée une opportunité pour l'Algérie de combler ce déficit et de renforcer sa position de fournisseur majeur.
Aussi, dans son discours prononcé lors de Gastech 2025, M. Hachichi a souligné l'importance du gaz naturel face aux défis géopolitiques actuels, à l'émergence de nouveaux grands consommateurs d'énergie et à la hausse de la demande énergétique liée à l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle. Il a également abordé les enjeux environnementaux, plaidant pour une mobilisation collective des producteurs et consommateurs afin de positionner le gaz naturel comme une source d'énergie propre et stratégique.
Le PDG de Sonatrach a insisté sur la nécessité pour les entreprises et institutions publiques de créer un cadre juridique et réglementaire favorable au développement du gaz naturel dans le paysage énergétique mondial.
Par ailleurs, M. Hachichi a co-animé une conférence avec Masoud Suleman Moussa, président du conseil d'administration de la National Oil Corporation (NOC) libyenne, sur le thème "redéfinir la notion de société nationale du pétrole à l'ère des incertitudes dans le domaine de l'énergie".
À cette occasion, il a évoqué les défis auxquels sont confrontées les sociétés nationales pétrolières, piliers de l'économie de leurs pays et garantes de leur sécurité énergétique, qui doivent s'adapter aux mutations mondiales, notamment la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables, tout en préservant leur rôle dans la souveraineté économique nationale.
Concernant Sonatrach, M. Hachichi a souligné son rôle clé dans la garantie de la sécurité énergétique de l'Algérie, faisant de l'entreprise un fournisseur fiable pour le marché européen et un partenaire stratégique des grandes compagnies énergétiques. Gastech 2025, qui accueille plus de 50 000 participants issus de 150 pays, constitue une plateforme majeure pour discuter des enjeux énergétiques mondiaux, avec des thèmes couvrant le gaz naturel, le GNL, l'hydrogène, les technologies climatiques et l'intelligence artificielle dans le secteur de l'énergie.
Il n'est nul besoin de rappeler que la Sonatrach dispose d'atouts lui permettant de jour ce rôle auquel elle aspire, dont sa position stratégique.
Par ailleurs, l'Algérie mise sur la diversification de son offre énergétique, incluant des projets dans l'hydrogène vert et les énergies renouvelables. Et ce d'autant plus que la révision de l'Accord d'Association Algérie-UE prévue pour 2025 pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de coopération énergétique, apte à consolider davantage sa position.
Et en cela, l'Algérie doit maintenir et accroître la capacité de production ce qui nécessite des investissements importants dans l'exploration et la modernisation des infrastructures, pour faire face à la concurrence d'autres fournisseurs de gaz, comme le Qatar et les États-Unis.
En somme, renforcer le rôle du gaz naturel en 2025 apparaît comme une opportunité stratégique pour l'Algérie de consolider sa position sur le marché énergétique européen, malgré les défis à relever.

ENTRE EXPERTISE ET SOLIDARITÉ SUD-SUD

L'Algérie, catalyseur de la transition énergétique africaine

Par M. A.

L'Algérie se positionne de plus en plus comme un acteur clé de la coopération énergétique africaine. Forte de ses infrastructures modernes, de ses ressources diversifiées et de son expertise reconnue, elle apparaît comme un partenaire incontournable pour accompagner les pays du continent dans leur quête de souveraineté énergétique. Depuis plusieurs années, Alger entretient des liens privilégiés avec de nombreux pays africains, notamment en Afrique centrale, où ses experts collaborent déjà sur des projets structurants dans les domaines du gaz, de l'électricité et des énergies renouvelables. Ces partenariats se traduisent aussi bien par des transferts de savoir-faire que par la formation de compétences locales, permettant aux pays partenaires de renforcer leur autonomie technique.
L'Algérie ambitionne aujourd'hui d'élargir cette coopération au-delà de l'Afrique centrale, en l'étendant vers l'Afrique australe, région où les besoins en infrastructures énergétiques et en expertise technique sont particulièrement pressants. Cette orientation s'inscrit dans la logique d'une intégration africaine portée par la Zone de libre-échange continentale (ZLECAf), qui favorise la mise en réseau des capacités et des marchés énergétiques.
Eric Monga Mumba, président de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), vice-président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et chef de Kipay Energy, interviewé par la radio nationale, a souligné à cet égard : « L'expérience algérienne est un atout majeur pour l'Afrique. Grâce à ses infrastructures et à son savoir-faire, l'Algérie peut aider de nombreux pays à franchir un cap décisif dans la transition énergétique. Cette coopération Sud-Sud n'est pas seulement un échange technique, c'est un véritable levier de développement durable ».Selon lui, l'exemple de l'Algérie illustre comment un pays africain, ayant réussi à développer ses propres capacités, peut jouer un rôle de catalyseur pour l'ensemble du continent. « En Afrique centrale, nous avons déjà bénéficié de cette expertise, mais il est temps de l'élargir à d'autres régions, notamment l'Afrique australe, qui fait face à des défis énergétiques considérables ».
Dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique et la nécessité d'accélérer la transition vers des énergies propres, l'Algérie propose une approche équilibrée, combinant la valorisation des énergies fossiles, encore nécessaires à court terme, et le développement des renouvelables, notamment le solaire et l'hydrogène vert. Ce rôle de catalyseur repose aussi sur une volonté politique affirmée : celle de faire de l'énergie un vecteur de solidarité et d'intégration. En se plaçant au cœur de la coopération Sud-Sud, Alger se dresse comme un partenaire stratégique, capable de fédérer les efforts et d'inspirer une dynamique collective pour un avenir énergétique durable en Afrique.

SOUK-AHRAS

8 projets de développement pour la commune Taoura

La commune de Taoura dans la wilaya de Souk Ahras a bénéficié de 8 projets de développement dont les travaux de réalisation se poursuivent depuis début juin 2025 au centre de cette collectivité locale et dans certaines mechtas, a indiqué mardi le président de l'Assemblée populaire communale, Rabie Laâdjailia.
Ces projets sont en cours de réalisation dans le cadre du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales et le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'année 2025, a souligné le même responsable précisant que le taux d'avancement des travaux oscille entre 70 et 80% avec des prévisions de réception " prochainement ".
Ces opérations concernent l'aménagement du quartier 86 logements au centre de Taoura, la réalisation d'un marché de proximité couvert sur une surface de 500m2 en plus de la rénovation du réseau d'assainissement et la réalisation d'autres projets de désenclavement de mechtas et la consolidation des infrastructures de base, notamment en matière de routes et l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves à travers la réalisation de 2 salles scolaires à la mechta " El Batoum " ainsi que le raccordement de plusieurs régions au réseau d'électricité et la rénovation du réseau d'eau potable à travers différentes mechtas de cette collectivité locale, a ajouté le même élu.
Il s'agit également de la mise à niveau d'un tronçon de la route nationale RN82 reliant la commune de Taoura (Souk-Ahras) à El Ouenza dans la wilaya de Tébessa sur un linéaire de 18 km en plus de la mise à niveau d'un chemin rural à la mechta " El Khenga " sur une longueur de 5 km, selon la même source.

CONSTANTINE

Mise en service de la maison de l'artisanat et de deux polycliniques «le 1er novembre prochain»

La wilaya de Constantine se dotera, dès le 1er novembre prochain, de nouvelles infrastructures relevant des secteurs du tourisme et de l'artisanat ainsi que de la santé, avec l'entrée en exploitation de la maison de l'artisanat ainsi que de deux polycliniques, a annoncé mardi le wali, Abdelkhalek Sayouda.

La maison de l'artisanat, sise au quartier Bab El Kantara, au chef lieu de wilaya et dont le taux d'avancement des travaux est estimé à 85 %, sera opérationnelle en novembre prochain, a indiqué le responsable dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection consacrée à divers projets de développement. Ce projet, a-t-il souligné, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à accompagner les artisans et à leur offrir des espaces modernes dédiés à l'exposition et à la commercialisation de leurs produits. Parallèlement, une Cité des arts et de l'artisanat est en cours de réalisation au niveau de la circonscription administrative Ali Mendjeli. Elle devra constituer un espace destiné à promouvoir et à préserver le patrimoine matériel lié aux métiers artisanaux. In situ, le wali a insisté, sur «la nécessité d'intensifier les efforts et de mobiliser davantage d'équipes afin d'accélérer la cadence des travaux et permettre la réception de ce projet dans les meilleurs délais ». Dans le domaine de la santé, une polyclinique sera mise en service le 1er novembre à la cité Retba, dans la commune de Didouche Mourad. L'infrastructure enregistre un taux d'avancement de travaux de l'ordre de 83 %. A la même date, une autre polyclinique ouvrira ses portes à la cité 3300 logements, dans l'extension Sud de la circonscription administrative Ali Mendjeli, dont les travaux sont réalisés à hauteur de 80 %.
Les travaux de réalisation d'autres projets programmés pour l'année 2026 se poursuivent également, parmi lesquels un nouvel hôpital d'une capacité de 120 lits à la commune d'El-Khroub, ainsi qu'une polyclinique à la cité 4000 logements dans la commune d'Aïn Abid (taux de réalisation 45 %), et une autre au niveau de l'extension ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli (taux de réalisation 35 %).
A l'issue de cette visite d'inspection, M. Sayouda a souligné que « ces projets traduisent la volonté de l'Etat à répondre aux attentes des citoyens s'agissant de la santé, le logement et l'artisanat, et visent à améliorer le cadre de vie des populations tout en renforçant l'attractivité de la wilaya en tant que pôle urbain et économique intégré »

BOUIRA

Ouverture de sept foires de vente de fournitures scolaires

Sept foires, proposant des fournitures et manuels scolaires ainsi que des vêtements à des prix abordables, sont ouvertes depuis plusieurs jours à Bouira à l'approche de la rentrée scolaire, drainant un grand nombre de familles.
Accompagnées de leurs enfants scolarisés, plusieurs familles venues des quatre coins de la wilaya, affluaient mardi vers la grande foire ouverte au niveau de la place jouxtant le complexe sportif Rabah-Bitat de la ville de Bouira, pour acheter les articles et fournitures scolaires nécessaires pour leurs enfants.
Les foires sont ouvertes dans quelques daïras, dont Bouira, M'Chedallah, Ain Bessam, Sour El Ghouzlane et Lakhdaria, a expliqué à l'APS le directeur du Commerce, Farouk Hamdaoui.
Le même responsable a estimé par ailleurs que les prix de vente proposés par les 50 exposants participant à ces foires étaient réduits à 50% par rapport ceux affichés l'année précédente (2024), expliquant cette baisse des prix par la grande disponibilité des produits locaux et nationaux, ainsi que des fournitures importées de l'étranger.
Rencontré à la sortie de la foire de la ville de Bouira, Hakim, un père de deux enfants, ayant déjà fait quelques achats, a confirmé que les prix étaient "accessibles".
Dans la matinée, la foire de Bouira grouillait de monde, certains venus des communes lointaines pour satisfaire les besoins de leurs progénitures à l'occasion de la rentrée scolaire.
Une ambiance similaire régnait également dans la ville de M'Chedallah, où la foire locale continuait à drainer de grandes foules en quête de fournitures scolaires, ainsi que d'habits pour enfants.

EL-BAYADH

Le secteur de l'éducation renforcé par 15 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation de la wilaya d'El-Bayadh sera renforcé, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, par quinze (15) nouveaux établissements scolaires, a-t-on appris mardi auprès de la direction du secteur.
Ces nouvelles structures, qui entreront en service dès la prochaine rentrée scolaire, comprennent huit écoles primaires, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) et trois lycées, répartis sur le chef lieu de wilaya et les communes Brizina, El-Abiodh Sidi- Cheikh, Chellala, Tousmouline, Bousemghoun, entre autres. Avec ces nouvelles réalisations, le nombre total des établissements scolaires dans les trois cycles d'enseignement dépassera 320 structures à travers l'ensemble des 22 communes de la wilaya, a-t-il indiqué, ajoutant que d'autres infrastructures seront également réceptionnées, notamment des cantines et des laboratoires scolaires. Par ailleurs, plusieurs établissements ont bénéficié d'opérations de réhabilitation et d'entretien ayant ciblé les réseaux de chauffage, les installations sportives et d'autres équipements, afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil aux enseignants et aux élèves.
Le secteur s'attend, pour la nouvelle rentrée, à accueillir plus de 100.000 élèves, dont plus de 52.000 dans le cycle primaire, plus de 35.000 dans le cycle moyen et plus de 15.000 dans le secondaire, selon la même source.
La direction de l'Education recense plus de 12.000 employés répartis sur divers postes, grades et catégories professionnelles, dont plus de 6.000 enseignants dans les trois cycles.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE SÉTIF

Les innovations et les technologies modernes suscitent un vif intérêt auprès des participants

Les innovations et les technologies modernes en matière d'agriculture suscitent un vif intérêt auprès des participants et des visiteurs du Salon international de l'agriculture et de la production végétale dont la 2ème édition se déroule depuis lundi sous un grand chapiteau dressé à la cité El-Hidhab de Sétif.
Des entreprises spécialisées dans le domaine agricole, des secteurs public et privé, exposent au cours de cet événement, placé sous le slogan « harmonie intelligente dans les pratiques agricoles », une large panoplie de solutions innovantes pour traiter les nombreux problèmes auxquels peuvent être confrontés les agriculteurs, notamment les systèmes d'irrigation agricole, la rationalisation de la consommation d'eau, les dispositifs de contrôle de la production végétale et d'autres solutions pour produire des plantes exemptes de maladies.
Ismahane Sbaïhi, représentante de l'unité SAGRODEV, spécialisée dans le développement des semences (filiale du Groupe de développement des produits agricoles stratégiques), a déclaré à l'APS que l'innovation « est aujourd'hui une nécessité absolue pour relever les défis actuels et garantir la transition vers une agriculture intelligente capable d'assurer la sécurité alimentaire ».
Elle a ajouté que l'entreprise qu'elle représente propose des solutions aux problèmes liés à la production de pommes de terre grâce à des « techniques modernes et avancées » qui permettent d'obtenir un produit sain et exempt de maladies.Mme Sbaïhi a souligné que les agriculteurs sont aujourd'hui appelés à « se tenir informés en permanence des dernières avancées technologiques dans le domaine agricole afin d'améliorer la qualité de leur production et d'éviter les pertes causées par les maladies ».
De nombreux visiteurs, pour la plupart des étudiants des instituts agricoles, des chercheurs et des acteurs du secteur, ont salué l'organisation de ce salon qu'ils considèrent comme un « véritable espace d'échange d'expériences et de conclusion de partenariats entre les différents acteurs du secteur agricole ».
Parmi les visiteurs, Meriem Zouaoui qui a souligné « l'importance d'opter pour une agriculture intelligente et durable afin de construire un secteur agricole moderne, capable de répondre aux besoins du marché national et d'exporter ».
Le salon se poursuivra jusqu'au 11 septembre avec, au programme, des colloques scientifiques animés par des experts et des chercheurs du secteur agricole qui débattront des technologies modernes qui permettent de développer ce secteur stratégique, et étudieront les mécanismes à même de les intégrer dans les pratiques agricoles dans l'optique de parvenir à un développement durable.

La nouvelle Guerre froide met à nu les failles de l'Union européenne

Face au retour de la rivalité des grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine et à sa propre stagnation économique, l'Union européenne semble plus divisée que jamais.

1ère partie

Par Jan Boguslawski (*)

Quelque chose est en train de bouger sur le flanc oriental de l'Union européenne. La Hongrie se rapproche de plus en plus de la Chine et reçoit en retour des milliards d'investissements. La Slovaquie du Premier ministre Robert Fico continue de se démarquer de Bruxelles au sujet de l'Ukraine et se rapproche de Moscou. Même dans les pays encore alignés sur Bruxelles, comme la Pologne et la Roumanie, des candidats illibéraux aux programmes eurosceptiques sont à portée de main du pouvoir. Partout, en Europe centrale et orientale, il devient clair que Bruxelles n'est plus la seule option possible.

Derrière le tapage politique se cache un calcul rationnel. L'économie mondiale se fragmente en raison de chaînes d'approvisionnement de plus en plus instables, de nouvelles technologies perturbatrices et de rivalités géopolitiques croissantes. En réponse, Bruxelles s'oriente vers les capacités nationales et les secteurs stratégiques. Les États d'Europe centrale et orientale, plus petits, sont mal équipés pour s'adapter et tirer profit de cette évolution, car ils restent dépendants de la demande extérieure et des capitaux étrangers. Confrontés à un programme stratégique axé sur la souveraineté industrielle, l'investissement vert et une dépendance moindre vis-à-vis de la Chine, qu'ils sont mal placés pour rejoindre, certains de ces États se protègent en recherchant des capitaux extérieurs et des partenariats qui leur permettent de maintenir leur vieux modèle. On assiste en conséquence à une lente érosion de la cohérence interne de l'Europe.

L'Europe réagit à un monde en mutation

Ces dynamiques régionales s'inscrivent dans un contexte beaucoup plus large. La mondialisation des années 1990 semble désormais appartenir au passé. Qu'on l'appelle « dé-mondialisation », « fragmentation géoéconomique » ou autre, le protectionnisme et les interférences géopolitiques sont en hausse dans les échanges commerciaux mondiaux. L'ordre géopolitique mondial est de plus en plus fragmenté avec la montée en puissance de la Chine, tandis que la numérisation et la transition verte remettent en question les statu quo industriels préexistants. Les événements « perturbateurs » intensifient encore la pression : La surenchère des tarifs douaniers imposée par Donald Trump, la guerre en Ukraine et la pandémie de COVID-19 ont toutes mis à rude épreuve les flux de matières premières et de technologies stratégiques telles que les semi-conducteurs, les matières premières essentielles et les combustibles fossiles. Les conséquences de ces bouleversements se font fait sentir sur l'ensemble des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Parmi les régions capitalistes avancées, l'Europe est sans doute celle qui a le plus à perdre dans ce nouveau paysage, et pas seulement parce qu'elle est prise en étau entre un Washington de plus en plus hostile et le renouveau impérial de Vladimir Poutine. La prospérité de Washington repose depuis longtemps sur des exportations de grande valeur et sur un système commercial ouvert et fondé sur des règles. Mais la fragmentation croissante, la politisation du commerce et la montée en puissance du Sud mondial remettent aujourd'hui en question les fondements mêmes de ce modèle.

Cependant, la principale vulnérabilité d'une grande partie de l'Europe centrale et orientale réside dans sa dépendance unilatérale à l'égard du complexe manufacturier allemand. Alors que le commerce mondial connaît un ralentissement, l'économie allemande, tirée par les exportations, est en perte de vitesse. La Commission européenne s'attend à ce qu'elle soit la deuxième économie la plus lente de l'UE en 2025, après déjà deux années de récession. Lorsque l'Allemagne exporte moins, elle investit moins et achète moins d'intrants à ses voisins de l'Est.

Cette concentration industrielle n'est nulle part plus marquée que dans le secteur automobile. Depuis des décennies, la construction automobile occupe une place centrale dans l'industrie allemande, mais dans certains pays d'Europe centrale et orientale, notamment la Slovaquie, elle est encore plus structurellement dominante, puisque des chaînes d'approvisionnement entières gravitent autour de ce secteur. Aujourd'hui, la transition mondiale vers l'électromobilité ébranle les fondations de l'industrie. L'ascension rapide de la Chine en tant que superpuissance du secteur des véhicules électriques redessine les hiérarchies de production, les réseaux d'approvisionnement se réorganisant autour de nouveaux centres. Certaines usines européennes sont menacées de fermeture. Selon le Fonds monétaire international, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Slovaquie sont parmi les plus exposées face à ces bouleversements.

En fin de compte, le modèle de stratégie orientée vers l'extérieur qui fonctionnait autrefois devient aujourd'hui un handicap structurel. Il reposait sur une mondialisation stable, une forte demande allemande et les fonds de cohésion de l'UE, des ressources financières destinées à réduire les disparités économiques au sein de l'Union. Mais ces fondements s'effritent à mesure que le commerce se fragmente et que les secteurs se réorganisent. Le décalage structurel entre le centre et la périphérie s'accentue et, avec lui, le risque que l'Europe centrale et orientale ne soit mise à l'écart du nouveau centre de gravité stratégique de l'Europe.

La réponse de Bruxelles favorise les plus forts

L'évolution de la réponse politique de l'UE n'a guère contribué à résoudre ce problème. Au contraire, elle l'a aggravé dans des domaines clés. Par exemple, le « paquet de mesures d'autonomie stratégique » de l'Union favorise les grandes économies qui ont l'envergure et la capacité fiscale et institutionnelle d'agir rapidement.

En « temps de paix », les fonds de cohésion de l'UE ont constitué le principal outil de convergence régionale. Mais ils mettaient l'accent principalement sur la création d'infrastructures lourdes, la modernisation technologique étant reléguée au second plan. Par conséquent, ils n'ont guère préparé la région au type d'autonomie stratégique dont Bruxelles se fait aujourd'hui le champion. Les fonds NextGenerationEU destinés à la relance post-COVID ont brièvement élargi ce champ d'action, mais leur caractère ponctuel, leur conception centrée sur le début de la période et leur utilisation limitée ont laissé le fossé structurel largement intact.

Pendant ce temps, de nombreux gouvernements d'Europe centrale et orientale ont été lents à adopter la transition verte. La région reste fortement dépendante des importations de combustibles fossiles, ce qui, depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, s'est traduit par des coûts énergétiques élevés qui pèsent sur sa base industrielle. Les politiques climatiques de l'UE, telles que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – une nouvelle taxe sur les matériaux importés tels que l'acier et le ciment, calculée en fonction de la quantité de carbone utilisée pour les produire, qui devrait entrer en vigueur en 2026 – devraient accentuer la pression sur de nombreuses industries régionales.

Mais surtout, en réponse à la loi américaine sur la réduction de l'inflation et à la crise énergétique, l'UE a assoupli ses règles en matière d'aides d'État, tel le cadre spécial conçu pour empêcher les pays de subventionner librement leurs industries nationales et préserver ainsi la concurrence au sein du marché unique de l'UE. L'objectif était de stimuler la compétitivité de l'UE en permettant aux gouvernements de soutenir plus facilement les secteurs stratégiques. Auparavant, ce processus était plus lent et soumis à davantage de contraintes bureaucratiques.

Sans surprise, cette mesure a profité de manière disproportionnée à ceux qui étaient déjà les mieux équipés pour agir. Au cours de la première année qui a suivi l'assouplissement, l'Allemagne et la France ont bénéficié de près de 80 % de l'ensemble des aides d'État approuvées. Disposant de trésoreries plus importantes, d'administrations et d'infrastructures plus développées et d'entreprises plus puissantes, les grandes puissances économiques ont davantage de capacités pour octroyer rapidement des subventions conséquentes, tandis que les petits pays sont structurellement incapables de rivaliser.

La loi sur les puces en est un autre exemple. Bien que présentée comme une initiative paneuropéenne en faveur de la souveraineté technologique, sa mise en œuvre s'est jusqu'à présent concentrée de manière écrasante en Europe occidentale. La plupart des annonces d'investissements majeurs et des attributions de subventions sont allées à l'Allemagne, à la France, à l'Italie, aux Pays-Bas ou à l'Espagne. Bien que la Pologne ait été sélectionnée pour être pilote dans le domaine des technologies avancées des semi-conducteurs et qu'Onsemi prévoie une installation en République tchèque, il s'agit là d'exceptions dans un schéma bien plus large.

En pratique, l'effort phare de l'UE pour préparer l'avenir de son économie renforce la concentration géographique des industries stratégiques et aggrave le déséquilibre structurel au sein de l'Union.

Les racines politiques de l'ambiguïté stratégique à l'Est

Et ce déséquilibre ne concerne pas uniquement l'économie. Il façonne également la politique intérieure de la région et renforce un sentiment croissant d'ambiguïté stratégique, et ce, pas seulement en raison de la guerre en Ukraine ou de la proximité de la Russie.

Depuis des années, l'Europe centrale et orientale est le berceau des politiques eurosceptiques et des gouvernements en désaccord avec le courant dominant de l'UE. Le régime hongrois du Fidesz reste le cas emblématique de « l'illibéralisme » sur le continent. La Slovaquie, à nouveau dirigée par Robert Fico, a rompu à plusieurs reprises les rangs sur des questions internationales essentielles, suscitant récemment l'indignation après la visite de celui-ci à Moscou à l'occasion des célébrations du Jour de la Victoire.

(A suivre)

18E SESSION DE LA COMMISSION MIXTE TUNISO-ÉGYPTIENNE

La cheffe du gouvernement tunisien en visite officielle en Égypte

À l'invitation du Premier ministre égyptien, Dr. Mostafa Madbouli, la cheffe du gouvernement tunisien, Sara Zafrani Zenzeri, effectue une visite officielle en Égypte les 10 et 11 septembre 2025.
Cette mission, conduite sur mandat du président de la République Kaïs Saïed, vise à co-présider les travaux de la 18e session de la commission supérieure mixte tuniso-égyptienne.
Un cadre institutionnel renforcé
Cette réunion s'inscrit dans la continuité des relations solides entre Tunis et Le Caire, portées par la volonté commune des présidents Kaïs Saïed et Abdel Fattah al-Sissi d'élever la coopération bilatérale à un niveau supérieur.
L'agenda prévoit la signature de plusieurs accords de coopération, mémorandums d'entente et programmes exécutifs dans des secteurs variés : économie, commerce, éducation, santé, énergie et agriculture.
En marge des travaux, l'Égypte accueille le forum économique tuniso-égyptien, une plateforme de rencontre entre investisseurs des deux pays. L'objectif est de renforcer les partenariats, stimuler les investissements et développer des projets communs à fort impact économique et social.
La cheffe du gouvernement est accompagnée d'une délégation ministérielle élargie, comprenant notamment le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, et le ministre du Commerce et du Développement des exportations, Samir Abid. Sont également présents des responsables de nombreux départements : Intérieur, Affaires étrangères, Finances, Industrie, Santé, Affaires sociales, Éducation, Enseignement supérieur, Jeunesse, TIC, Transport, Tourisme, Famille, Culture et Emploi.
Cette diversité traduit l'ambition de donner à la coopération tuniso-égyptienne une dimension multisectorielle et durable, au service des intérêts communs et des aspirations des deux peuples.

ÉGYPTE

Le Caire vise une croissance de 7% d'ici 2030

L'Égypte met en œuvre plusieurs réformes visant à attirer les investisseurs et à favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé. D'ici 2030, elle prévoit de porter la part des investissements privés à 66% et d'accroître leur rôle dans l'économie.

Un nouveau plan national de développement économique a été lancé en Égypte, le dimanche 7 août 2025. Il vise un taux de croissance de 7% d'ici 2030, ainsi qu'une hausse globale des investissements qui devraient atteindre 18 % du produit intérieur brut (PIB).
Intitulé « le récit national pour le développement économique : des politiques favorables à la croissance et à l'emploi », ce plan constitue, selon la ministre de la Planification et du Développement économique, Rania Al-Mashat (photo, à droite), « un cadre global qui assure l'intégration entre le programme d'action du gouvernement et la Vision Égypte 2030, à la lumière des évolutions régionales et internationales rapides ».
Il fixe une série d'objectifs à atteindre à l'horizon 2030.
Il s'agit de poursuivre la voie des réformes économiques, de s'orienter davantage vers les secteurs les plus productifs, ainsi que de tirer le meilleur parti des infrastructures de pointe qui constituent une base favorable à l'industrialisation et à l'investissement. Ces mesures devraient renforcer la compétitivité et stimuler la participation du secteur privé.
Le plan prévoit de porter la part des investissements privés dans les investissements totaux à 66 % en 2030, contre 60 % dans le plan de l'exercice fiscal en cours, ainsi que leur part dans le PIB à 11,9 %, tout en renforçant leur rôle dans l'économie.
Des réformes ont été évoquées pour améliorer la performance des entreprises, renforcer le positionnement de l'Égypte dans les classements internationaux de compétitivité, reposant sur le programme national de réformes structurelles qui s'appuie sur des politiques de soutien à la croissance et à l'emploi.
Il s'articule autour de trois axes à savoir : le renforcement de la stabilité macroéconomique, l'accroissement de la compétitivité économique et l'amélioration du climat des affaires, et le soutien à la transition écologique.
Cette annonce intervient alors que le gouvernement égyptien cherche à améliorer le climat des affaires et à établir un environnement de travail favorable, dans le but d'attirer davantage d'investissements.
Le pays a mis en œuvre des programmes de réformes économiques et climatiques, pilotés par le FMI, pour un montant initial de 8 milliards de dollars, afin de préserver la stabilité macroéconomique, de rétablir les marges de manœuvre et de favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé, malgré les tensions régionales persistantes qui ont entraîné une forte baisse des recettes du canal de Suez.
Notons que d'ici 2030, le nombre d'emplois que devrait générer le plan est estimé à 1,5 million, contre 900 000 emplois prévus dans le plan de l'exercice en cours.

FORMATION PROFESSIONNELLE EN MAURITANIE

Un forum pour la réforme du Centre Supérieur d'Enseignement Technique

Le ministère de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et des Métiers a organisé, lundi dernier, à Nouakchott, un forum d'une journée dédié à la réforme du Centre supérieur d'Enseignement technique (CSET).
Cet événement crucial vise à faire du CSET une institution de référence et à accélérer la mise en place d'un système national de gestion de la qualité de la formation. Lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre en charge du département, M. Mohamed Malainine Eyih, a situé cette initiative dans le cadre de la concrétisation du programme du Président de la République, Monsieur Mohamed Cheikh El Ghazouani. « L'organisation de cette journée de réflexion sur la réforme de la structure du Centre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République visant à promouvoir la formation technique et professionnelle », a-t-il déclaré. Le ministre a rappelé que la vision gouvernementale repose sur plusieurs piliers, notamment l'élargissement de la capacité d'accueil du système de formation pour créer plus d'opportunités pour les jeunes.
L'objectif final est de doter le marché du travail de compétences professionnelles robustes, à travers des formations adaptées, y compris en entrepreneuriat. Parmi les axes majeurs de cette transformation, M. Eyih a détaillé le lancement d'un projet ambitieux visant à établir un système de qualité national. Ce projet repose sur « l'élaboration d'un manuel de qualité conforme aux systèmes internationaux, et l'évaluation du niveau des institutions d'enseignement, ainsi que leur intégration » dans une démarche d'amélioration continue.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh domine le classement de l'économie numérique de la région MENA

L'Arabie saoudite est devenue la plus grande économie numérique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec une valeur de marché dépassant les 495 milliards de SR (131,9 milliards de dollars) en 2024, soit 15 % du produit intérieur brut national.
Ces chiffres ont été communiqués par le ministère des Communications et des Technologies de l'Information à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, comme le rapporte l'agence de presse saoudienne.
Ces résultats interviennent alors que l'Arabie saoudite continue de renforcer son rôle de puissance numérique régionale et mondiale grâce à des avancées significatives dans les domaines de l'intelligence artificielle, des centres de données, de l'administration en ligne et du développement du capital humain.
« Le marché des communications et des technologies de l'information a enregistré une croissance record de 180 milliards de SR en 2024, grâce à l'expansion des investissements du secteur privé et à l'augmentation de l'innovation, ce qui a renforcé la position du Royaume en tant que plus grand marché technologique du Moyen-Orient », indique le rapport de la SPA.
Le pays a investi plus de 55 milliards de SR dans les technologies de l'IA et l'infrastructure des centres de données, contribuant à une augmentation de 42 % de la capacité nationale de ces centres en 2024, pour atteindre 290,5 mégawatts.
Les efforts du Royaume sont illustrés par le lancement de Humain, une entreprise d'IA soutenue par l'État, qui souligne cet engagement.
Humain a pour objectif de mettre en place des technologies et des infrastructures d'IA, notamment de grands centres de données et des modèles d'IA en langue arabe, afin de positionner l'Arabie saoudite comme un centre mondial de l'IA.
Le Royaume a activement recherché des partenariats avec des entreprises technologiques mondiales de premier plan. Nvidia devrait notamment fournir 18 000 de ses puces d'IA avancées à l'Arabie saoudite dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Humain.
La couverture en fibre optique s'étend désormais à plus de 3,9 millions de foyers, tandis que la pénétration d'Internet atteint 99 %, ce qui place l'Arabie saoudite parmi les nations les plus connectées au monde.
Cette expansion de l'infrastructure soutient les services numériques à haute efficacité et témoigne de la volonté du Royaume de promouvoir l'informatique en nuage et les applications intelligentes.
Le développement du capital humain reste une composante essentielle de la stratégie de transformation numérique.
Avec plus de 381 000 emplois spécialisés dans le secteur technologique, l'Arabie saoudite abrite la plus grande concentration de talents numériques au Moyen-Orient.

INFRASTRUCTURES AFRICAINES

Les catastrophes naturelles causent des pertes de 12,7 milliards $ par an

Alors que le continent est de plus en plus touché par des tremblements de terre, des glissements de terrain, des inondations et des tempêtes qui ravagent les infrastructures, le changement climatique risque d'augmenter les pertes économiques liées à ces catastrophes naturelles de 27%.

Les catastrophes naturelles causent des dégâts évalués à 12,7 milliards de dollars en moyenne par an aux infrastructures en Afrique, selon un rapport publié le lundi 8 septembre 2025 par la Coalition pour des infrastructures résilientes aux catastrophes (Coalition for Disaster Resilient Infrastructure/CDRI).

Intitulé « Infrastructure Resilience in Africa », le rapport précise que ces estimations concernent les dommages causés par plusieurs types de catastrophes naturelles courantes sur le continent comme les séismes, les inondations, les cyclones, les tempêtes et les glissements de terrain, aux infrastructures (eau et eaux usées ; télécommunications ; routes et chemins de fer ; électricité ; ports et aéroports ; installations de pétrole et de gaz naturel) ainsi qu'aux bâtiments (résidentiels, commerciaux, établissements de santé et d'enseignement).

Les dégâts causés aux infrastructures proprement dites sont évalués à 1,83 milliard de dollars en moyenne par an, alors que ceux subis par les bâtiments atteignent en moyenne 10,87 milliards de dollars.

Dans le détail, les infrastructures énergétiques sont les plus touchées (844 millions de dollars en moyenne par an), devant les infrastructures de télécommunications (418 millions) et les routes & chemins de fer (282 millions).

Partenariat entre les autorités nationales, les agences des Nations unies, les banques multilatérales de développement et le secteur privé qui encourage le développement rapide d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles dans les pays à tous les stades de développement, la CDRI souligne d'autre part que les pertes varient selon les sous-régions du continent. Les dégâts les plus importants sont enregistrés en Afrique de l'Est, avec 5,49 milliards de dollars en moyenne par an, suivie par l'Afrique du Nord, avec 2,31 milliards de dollars.

L'Afrique australe subit des dommages d'environ 2,31 milliards de dollars, contre 1,58 milliard de dollars pour l'Afrique de l'Ouest et 1 milliard pour l'Afrique centrale.

Au niveau national, les pays les plus touchés sont l'Afrique du Sud (1,7 milliard de dollars), le Nigeria (1,1 milliard de dollars) et l'Algérie (1 milliard de dollars).

SÉNÉGAL

La Banque Agricole est à la recherche de 143 millions $ via une opération de titrisation

Baptisée « FCTC Croissance Agricole », l'opération a pour objectif de dégager de nouvelles ressources pour financer un secteur crucial, mais encore faiblement desservi par le crédit bancaire.

La Banque Agricole (LBA), principal établissement sénégalais dédié au financement du monde rural, est à la recherche de 80 milliards FCFA (143 millions $) à travers une opération de titrisation de créances sur le marché financier régional de l'UEMOA. L'émission obligataire, baptisée « FCTC Croissance Agricole », est ouverte à la souscription du 28 août au 26 septembre.

L'opération se décline en deux compartiments : une tranche senior de 60 milliards FCFA offrant un taux de 8 % et une tranche mezzanine de 20 milliards FCFA rémunérée à 9 %. D'une maturité de sept ans, les titres prévoient un remboursement semestriel du principal et des intérêts.

Selon les informations, les agences de notation régionales ont attribué la note AAA avec perspective stable à la tranche senior et AA+ à la tranche mezzanine. L'émission est assortie de plusieurs mécanismes de sûreté, notamment un surdimensionnement des actifs titrisés, un compte et un portefeuille de réserve, ainsi qu'une garantie à première demande de l'État du Sénégal, inscrite à la Loi de finances.

Une demande d'admission à la cote de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) est également prévue, afin d'assurer la liquidité des titres.

Le montage est coordonné par KF Titrisation, avec le concours d'Invictus Capital & Finance et Development Finance Advisory. La distribution est assurée par un syndicat des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI).

Créée en 1984 sous le nom de Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCAS), La Banque Agricole dispose de l'un des réseaux bancaires les plus décentralisés du Sénégal, avec près de 40 agences réparties sur l'ensemble du territoire. Elle concentre son activité sur l'agriculture, la pêche et l'agro-industrie, et se présente comme un acteur incontournable du financement rural.

Au Sénégal, LBA se positionne en 11e place parmi les établissements, avec 306,6 milliards FCFA de crédits à l'économie à fin 2024. C'est une partie de ce portefeuille que l'établissement cherche aujourd'hui à céder au marché, afin d'encaisser de nouvelles liquidités, d'atténuer ses risques et de dégager des marges de manœuvre pour financer de nouveaux prêts.

Le secteur agricole, longtemps resté le parent pauvre du financement bancaire, est directement concerné. Bien qu'il représente environ 15 % du PIB et mobilise près de 22 % de la population active, il ne capte qu'environ 3 % des crédits bancaires. Les initiatives comme la titrisation apparaissent dès lors comme des instruments stratégiques pour permettre aux banques, et notamment à une institution spécialisée comme LBA, de mieux accompagner un secteur clé pour la souveraineté alimentaire.

KENYA

Nairobi envisage un échange dette contre nourriture de 1 milliard $ avec le PAM

Ce type d'échange offrirait une double opportunité : alléger la dette et renforcer les actions humanitaires en matière de nutrition dans ce pays où plus de 3,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë, selon la FAO. Le Kenya espère conclure d'ici mars 2026, un accord d'échange dette contre nourriture d'une valeur estimée à 1 milliard de dollars avec le Programme alimentaire mondial (PAM), selon un document du ministère des Finances. Ce mécanisme consiste à échanger une partie de la dette existante du pays contre des ressources alimentaires, sans recourir à de nouveaux emprunts.

Concrètement, le Kenya négocie avec le PAM pour convertir une partie de sa dette en investissements dans des programmes de sécurité alimentaire. Les fonds dégagés par cet échange, apprend-on, pourraient être alloués au financement de projets agricoles, de systèmes d'irrigation, de stockage de denrées ou de programmes nutritionnels... Ce qui devrait contribuer à réduire l'insécurité alimentaire dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 3,4 millions de Kényans sont actuellement confrontés à une insécurité alimentaire aiguë, en raison notamment du changement climatique, de la croissance démographique et de l'accès limité aux pratiques agricoles modernes.

De plus, cet accord pourrait contribuer à alléger le niveau d'endettement du pays, qui reste, selon le Fonds monétaire international (FMI), exposé à un risque élevé de surendettement. Depuis 2011, la dette publique du pays a fortement augmenté, passant de 35,7% du PIB à 73% en 2023. Un recul de la dette globale a toutefois été observé en 2024 à 65,6% du PIB, principalement lié à l'appréciation du shilling.

Ce n'est pas la première expérience du Kenya en matière d'échange de dette. « En 2024, la République fédérale d'Allemagne a soutenu une initiative de conversion de dette de 60 millions d'euros » en échange d'investissements du gouvernement kenyan dans des projets climatiques, indique le document.

AVOCAT

La filière nigériane veut s'inspirer du modèle kenyan pour se développer

L'avocat fait partie des principaux fruits tropicaux exportés dans le monde avec l'ananas, la banane ou encore la mangue. Au Nigeria, où la filière est encore embryonnaire, l'organisation faîtière s'active en vue de tirer profit d'un marché mondial en pleine expansion.

Au Nigeria, la filière avocat est engagée dans une coopération avec des partenaires kenyans pour accroître sa production, selon Adeniyi Sola-Bunmi, président de la Société Nigériane de l'Avocat (ASN), l'association principale qui représente les différents acteurs de la chaîne de valeur au Nigeria.

Dans des propos relayés par le quotidien local The Nation, le lundi 8 septembre, le responsable précise que la collaboration avec la filière kenyane s'est forgée lors du 5ème Congrès international africain de la filière avocat, qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, du 27 au 30 mai 2025.

Dans le cadre de ce partenariat, l'ASN prévoit d'introduire au Nigeria des plants viables d'avocat Hass, une variété hybride réputée pour bien s'adapter au climat tropical et qui peut fructifier en trois ans dans de bonnes conditions, contre des délais beaucoup plus longs pour les variétés locales.

L'ambition affichée à travers cette démarche est d'accélérer la production locale, encore embryonnaire. « Nous travaillons à introduire des plants de qualité pour le marché nigérian. Nous avons actuellement environ 30 à 35 hectares consacrés à la production d'avocats au Nigeria. Nous regroupons les producteurs sous notre bannière. Même les agriculteurs capables de planter seulement cinq, trois ou quatre arbres sont encouragés, suivant le modèle kenyan. Ce modèle a fait ses preuves au Kenya, et il peut aussi fonctionner ici », explique M. Sola-Bunmi.

Le choix du Kenya n'est pas anodin, quand on sait que le pays d'Afrique de l'Est s'impose depuis plusieurs années comme le principal producteur et exportateur africain du fruit. D'après les dernières projections formulées par le département américain de l'Agriculture (USDA), la production kenyane pour 2025 est attendue à 562 000 tonnes, et la filière devrait expédier 135 000 tonnes de fruits, d'une valeur estimée à 175 millions $, sur le marché international.

L'enjeu pour le Nigeria, en accroissant sa production d'avocats, sera de mieux se positionner sur le marché international, où le flux d'exportations officielles du pays est quasi inexistant. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que, sur les cinq dernières années, c'est seulement en 2024 que le Nigeria a exporté pour près de 1 000 dollars à destination de la République tchèque.

BOURSE ZURICH

Optimisme de mise dans les premiers échanges

La Bourse suisse comblait dans les premiers échanges mercredi ses pertes modérées de la veille, surfant sur les nouveaux records inscrits par les indices à Wall Street et la rapide nomination d'un nouveau Premier ministre en France.

Le nouveau résident de Matignon Sébastien Lecornu, accueilli sévèrement par les oppositions, prend ses marques mercredi le jour même d'une mobilisation pour "bloquer" le pays, avec pour mission de consulter les forces politiques avant de former un gouvernement.
"L'euphorie liée aux anticipations de baisse des taux de la Fed, dans le sillage de la révision historique des chiffres de l'emploi aux États-Unis (911'000 postes retranchés entre avril 2024 et mars 2025!), pourrait vite céder la place à des doutes profonds sur la trajectoire réelle de l'économie américaine," prévient de son côté John Plassard, de Cité Gestion. "Pour faire simple, cette révision signale que le marché de l'emploi aux Etats-Unis est bien moins vaillant qu'imaginé," abonde Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote. "Cela signifie que la Fed pourrait bien avoir pris du retard - du moins sur le front de l'emploi - en essayant d'anticiper l'inflation induite par les droits de douane," poursuit l'experte, laissant entrevoir une multiplication des baisses de taux dans les mois à venir.
L'attention se tourne désormais vers les rapports PPI et CPI aujourd'hui et demain, qui seront suivis de près pour peaufiner les projections sur l'orientation de la politique de la Réserve fédérale (Fed).
A 09h12, le Swiss Market Index (SMI) s'enrobait de 0,34% à 12'321,86 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,30% à 2025,02 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,36% à 17'087,50 points. Sur les 31 principales valorisations, 22 progressaient, six reculaient et trois tergiversaient.
En tête d'indice, le conglomérat d'électrotechnique ABB bondissait de 2,2%, devançant l'équipementier de pompes à vide VAT Group (+1,6%). Le gestionnaire d'actifs Partners Group (+1,1%) complétait le podium provisoire.
Le prestataire de ressources humaines Adecco s'appréciait de 0,5%, libéré par l'abandon de la recommandation "underweight" par Morgan Stanley.
Sur le marché élargi, la banque-assurance Baloise s'envolait de 3,8%, après une performance semestrielle plus qu'honorable et un point de situation sur le rapprochement en cours avec Helvetia (+3,9%).
Le grossiste en médicaments et exploitant de pharmacies Galenica (+0,6%) se lance officiellement sur le marché du diagnostic, ayant désormais assimilé Labor Team.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le vert, tous les regards tournés vers la Fed

Les principales Bourses européennes sont en hausse mercredi en début de séance, rattrapant les hausses de Wall Street la veille sur fonds d'espoirs d'une réduction des taux par la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine.
À Paris, le CAC 40 gagne 0,64% à 7.798,61 points vers 07h25 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,64% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,26%.
L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,64%, le FTSEurofirst 300 de 0,58% et le Stoxx 600 de 0,56%
Une série d'indicateurs récents montrant la dégradation du marché du travail américain devrait se traduire par une baisse très attendue des taux d'intérêt de la Fed ce même mois, selon les opérateurs, ce qui a stimulé les marchés d'actions ces derniers jours.
Cependant, la perspective d'un assouplissement monétaire ne détournera pas l'attention des investisseurs des prix à la production et à la consommation, qui seront publiés mercredi et jeudi respectivement, à la recherche avant tout d'indices sur les mouvements possibles pour le reste de l'année et de l'impact de la politique commerciale de la Maison blanche sur l'inflation.
En France, les marchés d'actions et d'obligations sont plutôt calmes alors que Sébastien Lecornu, nommé la veille au soir au poste de Premier ministre, prendra mercredi ses fonctions à Matignon en remplacement de François Bayrou, et alors que se tient la journée de mobilisation populaire "Bloquons tout" sur fond de coupes budgétaires.
Les investisseurs tentent également d'évaluer les implications de l'entrée de drones russes dans l'espace aérien polonais, que Varsovie affirme avoir abattus, dénonçant un "acte d'agression".
Aux valeurs, Alstom prend plus de 4% après avoir annoncé mardi soir qu'il fournirait à NJ transit 200 voitures et 12 locomotives pour moderniser sa flotte dans l'Etat américain du New Jersey.
EssilorLuxottica progresse de 3,3% grâce après que Barclays a entamé le suivi de la valeur, tandis que Pernod Ricard perd 1,7% en raison d'un abaissement de recommandation par Morgan Stanley.
Ailleurs en Europe, AB Foods plonge de plus de 9%, le propriétaire de Primark ayant anticipé une baisse des ventes de l'enseigne au deuxième semestre.
Inditex, qui détient Zara, grimpe en revanche de 6,5 à la Bourse de Madrid après la publication de ses résultats trimestriels.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé à de nouveaux sommets mardi, abordant avec optimisme la publication de plusieurs indicateurs d'inflation aux Etats-Unis susceptibles de donner de nouveaux indices sur la trajectoire monétaire privilégiée par la Réserve fédérale (Fed). Le Dow Jones a avancé de 0,43%, à 45.711,34 points, l'indice Nasdaq a pris 0,37% à 21.879,49 points et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,27% à 6,512,61 points. "Le groupe des mégacapitalisations a joué un rôle moteur en contribuant à soutenir les principaux indices", soulignent des experts. Nvidia a ainsi gagné 1,46%, Alphabet (Google) 2,39% et Amazon a avancé de 1,02%. Globalement, les investisseurs sont "dans l'expectative des données sur l'inflation, avec l'indice des prix à la production (PPI) qui sera publié mercredi, puis jeudi avec l'indice des prix à la consommation (CPI)", relèvent-ils.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 10 Septembre 2025
Valeur : 12 Septembre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.6299	129.6449
1	EUR	EURO	151.6281	151.6586
1	GBP	POUND STERLING	175.3414	175.4329
100	JPY	JAPANESE YEN	87.8430	87.8770
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1993	18.2040
1	CHF	SWISS FRANC	162.3824	162.4826
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.5146	93.5726
1	DKK	DANISH KRONE	20.3099	20.3141
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8371	13.8418
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0293	13.0338
1	AED	UAE DIRHAM	35.2917	35.3054
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5495	34.5582
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.1816	424.3696
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2988	44.7440
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.4041	14.4058
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9612	24.0841
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2465	3.2566
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.0665	178.0665

CAC 40

Proche de l'équilibre, l'OAT reste stable malgré les remous politiques

La Bourse de Paris gagne 0,2% ce matin, autour des 7765 points, bien aidée par Thales (+3,3%), EssilorLuxottica (+2,9%) ou encore Schneider Electric (+1,5%), alors que l'Hôtel de Matignon fait connaissance avec son nouveau locataire, Sebastien Lecornu.
Dans un communiqué publié par l'Élysée, Emmanuel Macron rapporte avoir chargé l'ex ministre des Armées de consulter les forces politiques en vue d'adopter un budget et de constituer un nouveau gouvernement.
Le marché de la dette française a fait preuve jusqu'ici d'une relative sérénité face à l'épisode politique particulier que traverse actuellement le pays. Les OAT ne sont pas malmenées, loin de là, et surprennent même favorablement en améliorant leur position par rapport au Bund.
Le rendement de l'OAT à dix ans est stable vers 3,46%, soit un spread de 82 points de base par rapport au Bund de même échéance (2,64%).Si cet écart n'a rien d'alarmant, il devrait rester au coeur de l'attention des intervenants au cours des prochains jours, d'autant que le taux français de référence reste très proche de celui des BTP italiens, qui ressort actuellement à 3,50%, ce qui conduit certains observateurs à considérer que le coeur de la zone euro est en train de devenir sa 'périphérie'. En attendant la parution demain de la statistique toujours très suivie des prix à la consommation (CPI) aux États-Unis, les investisseurs suivront, à 14h30, celle des prix à la production (PPI), qui devraient ressortir en hausse de 3,3% en août, comme au mois de juillet.
Il convient cependant de noter que cet indicateur ne tient pas compte de l'impact des droits de douane, ce qui en fait un indicateur peu fiable de l'évolution des prix.
Après les données sur l'emploi plus faibles que prévu parues ces derniers jours, les investisseurs redoutent toutefois une persistance des pressions inflationnistes qui ferait basculer l'économie vers un scénario de 'stagflation' plutôt que vers celui d'un atterrissage en douceur.
Les investisseurs gardent en outre le regard tourné vers les résultats des entreprises, Oracle ayant délivré hier soir des résultats trimestriels supérieurs aux attentes grâce à la vigueur de ses activités dans le 'cloud' et dévoilé des prévisions encourageantes sous l'effet de ses projets dans l'IA, des déclarations qui lui valaient de bondir de plus de 30% en cotations avant-Bourse.
La Bourse de New York a fini en hausse mardi, et même brièvement atteint de nouveaux records, malgré un contexte d'attentisme lié aux dernières révisions des chiffres de l'emploi américain et à la confirmation qu'Israël avait lancé une attaque contre des dirigeants du Hamas au coeur de la capitale du Qatar, Doha.

ALORS QUE SON ÉCONOMIE RALENTIT

La Chine retombe dans une spirale de baisse des prix

Les prix à la consommation ont connu en août leur plus forte baisse en six mois en Chine. Une longue crise dans le secteur de l'immobilier en Chine et un chômage élevé chez les jeunes pèsent depuis plusieurs années sur les consommateurs.

La Chine reste engluée dans une spirale déflationniste. Les prix à la consommation y ont connu en août leur plus forte baisse en six mois, selon des chiffres officiels publiés mercredi 10 septembre, alors que le pays vit sa troisième année consécutive de déflation.

L'indice des prix à la consommation (CPI), une mesure clé de l'inflation, a reculé de 0,4% sur un an le mois dernier, plus fortement qu'attendu, alors qu'il était stable en juillet, a annoncé mercredi le Bureau national des statistiques (BNS). C'est la plus forte baisse depuis février 2025.

Autre signe négatif, l'indice des prix à la production (PPI) a plongé en août de 2,9% sur un an. Cet indice mesure le coût des marchandises sorties d'usines et donne un aperçu de la santé de l'économie. Un repli est synonyme de marges réduites pour les entreprises, engagées dans une guerre des prix féroce que les autorités cherchent à juguler.

"Avec une demande intérieure faible et des capacités de production excédentaires persistantes, il est peu probable que l'environnement déflationniste chinois s'améliore à court terme", résume Zichun Huang, de Capital Economics.

Si une baisse des prix peut sembler être une bonne nouvelle pour les consommateurs, elle est considérée comme un phénomène dangereux pour l'économie, car elle incite les ménages à reporter leurs achats dans l'espoir de prix encore plus bas, ralentissant l'économie.

La déflation est le signe de la faiblesse de la demande des consommateurs chinois, fragilisés par une longue crise dans le secteur de l'immobilier et un chômage élevé chez les jeunes.

Cette situation s'est aggravée avec la bataille commerciale engagée par les Etats-Unis depuis le début de l'année.

Par manque de confiance ou de moyens, les Chinois ne consomment pas assez. Cela incite les entreprises, en particulier dans le secteur industriel, à écouler leur production à l'étranger via les exportations.

Celles-ci ont tendance à marquer le pas ces dernières semaines, dans le contexte de la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump, qui pourrait encore s'aggraver.

« UNE POLITIQUE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ »

Le Mexique veut taxer de 8% les jeux vidéos qu'il considère comme violents

Le ministère des Finances n'a pas précisé les critères de sélection des jeux vidéo concernés mais a annoncé que la taxe serait de 8% et qu'elle permettra de collecter 183 millions de pesos (9,8 millions de dollars) en 2026.

Le gouvernement mexicain souhaite taxer les jeux vidéo à contenu violent dans le cadre de sa politique de santé et afin de financer le traitement des troubles liés à leur utilisation, a annoncé mardi le ministère des Finances. Cette mesure, intégrée au projet de budget 2026 présenté lundi, va de pair avec l'instauration de taxes spéciales sur le tabac et les boissons sucrées, a indiqué le ministre Edgar Amador.

Les nouvelles taxes "s'inscrivent dans le cadre de la politique de santé et de sécurité plutôt que dans celui de la politique fiscale", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse.

Le ministère des Finances n'a pas précisé les critères de sélection des jeux vidéo concernés, mais a annoncé que la taxe serait de 8%, ce qui devrait permettre de collecter 183 millions de pesos (9,8 millions de dollars) en 2026. Il n'a pas non plus détaillé le mécanisme qui sera utilisé pour percevoir la taxe auprès de cette industrie, dont les développeurs et les fournisseurs opèrent principalement via des plateformes électroniques.

Le sous-secrétaire aux Finances, Carlos Lerma, a expliqué que les recettes seront allouées à "la prise en charge des personnes" souffrant de pathologies liées aux jeux vidéo. Selon des études récentes, il existe "un lien entre l'utilisation de jeux vidéo violents et un niveau plus élevé d'agressivité chez les adolescents, ainsi que des effets sociaux et psychologiques négatifs tels que l'isolement et l'anxiété", a relevé le ministère dans son projet de budget.

Ces pathologies touchent les personnes "à un stade très précoce de leur potentiel économique", ce qui réduit leurs capacités de développement et représente "une charge importante pour les systèmes de santé", a souligné Carlos Lerma. Le projet de budget doit être débattu et approuvé par le Congrès d'ici le 15 novembre.

ETATS-UNIS

Les chiffres de l'emploi entre avril 2024 et mars 2025 révisés en forte baisse

Le département américain du Travail a revu en forte baisse le nombre des emplois créés entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025, soulignant que le ralentissement du marché de l'emploi avait déjà débuté durant la fin du mandat de Joe Biden.

Selon le Bureau des statistiques du travail (BLS), les entreprises américaines ont au final créé 911.000 emplois de moins sur l'ensemble de l'année fiscale 2024-2025, soit quasiment deux fois moins que ce qui avait été rapporté initialement.

Cela représente une révision mensuelle moyenne de 76.000 emplois, couvrant les dix derniers mois du mandat de Joe Biden et les deux premiers de celui de Donald Trump.

Avant cette révision, le gouvernement américain estimait que les entreprises avaient créé 1,8 million d'emploi supplémentaires sur la période.

C'est plus que la moyenne des révisions sur les dix années précédentes, qui se situait autour de 0,2%, contre 0,6% cette année.

Il s'agit cependant d'une estimation préliminaire, le nombre final de créations d'emplois durant la période ne sera connu qu'en février 2026, a précisé le BLS.

La baisse concerne la quasi totalité des secteurs d'activités, tant dans le privé que dans le public, selon le BLS, à l'exception du transport et les services de distribution d'eau, gaz et électricité.

La révision intervient moins d'une semaine après la publication de chiffres de l'emploi au mois d'août, avec tout juste 22.000 emplois créés et un taux de chômage progressant à 4,3%.

Le département du Travail révise annuellement ses données sur les emplois créés, et cela représente souvent une variation importante: pour l'année fiscale 2023-2024, la révision était ainsi de 818.000 emplois.

ROYAUME-UNI

Londres libère la finance pour sauver son économie

Devant une City conquise, la ministre des Finances britannique a promis de libérer la finance pour relancer une économie en crise, accusant la réglementation de freiner la croissance.

La ministre des Finances a consacré plusieurs heures à rassurer la City sur la capacité du gouvernement travailliste à redresser une économie britannique fragile. En mai, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 0,1 %, alors qu'une légère hausse était attendue et, en juin, l'inflation a surpris en bondissant de 3,4 % à 3,6 % sur un an.

Pour la Chancelière de l'Échiquier, le coupable est tout trouvé : c'est la réglementation qui freine la croissance britannique.

« Dans trop de domaines, la réglementation agit encore comme un carcan sur les entreprises, étouffant l'esprit d'entreprise et l'innovation, moteurs de la croissance », a-t-elle déclaré devant les milieux financiers londoniens tard dans la soirée.

Quelques heures plus tôt, Rachel Reeves avait déjà commencé à dévoiler ses cartes lors d'un sommet à Leeds réunissant les principaux acteurs de la finance. Elle y a présenté les « réformes de Leeds », qualifiées par le Trésor britannique de plus grandes réformes de la régulation financière en dix ans.

Si le terme de « dérégulation » évoque habituellement le lexique libéral, la position de la ministre des Finances travailliste n'a rien de nouveau. Rachel Reeves avait déjà affirmé sa volonté de desserrer l'étau réglementaire sur les services financiers, estimant que la réglementation post-crise financière de 2008 était « allée trop loin » et bridait la croissance britannique.

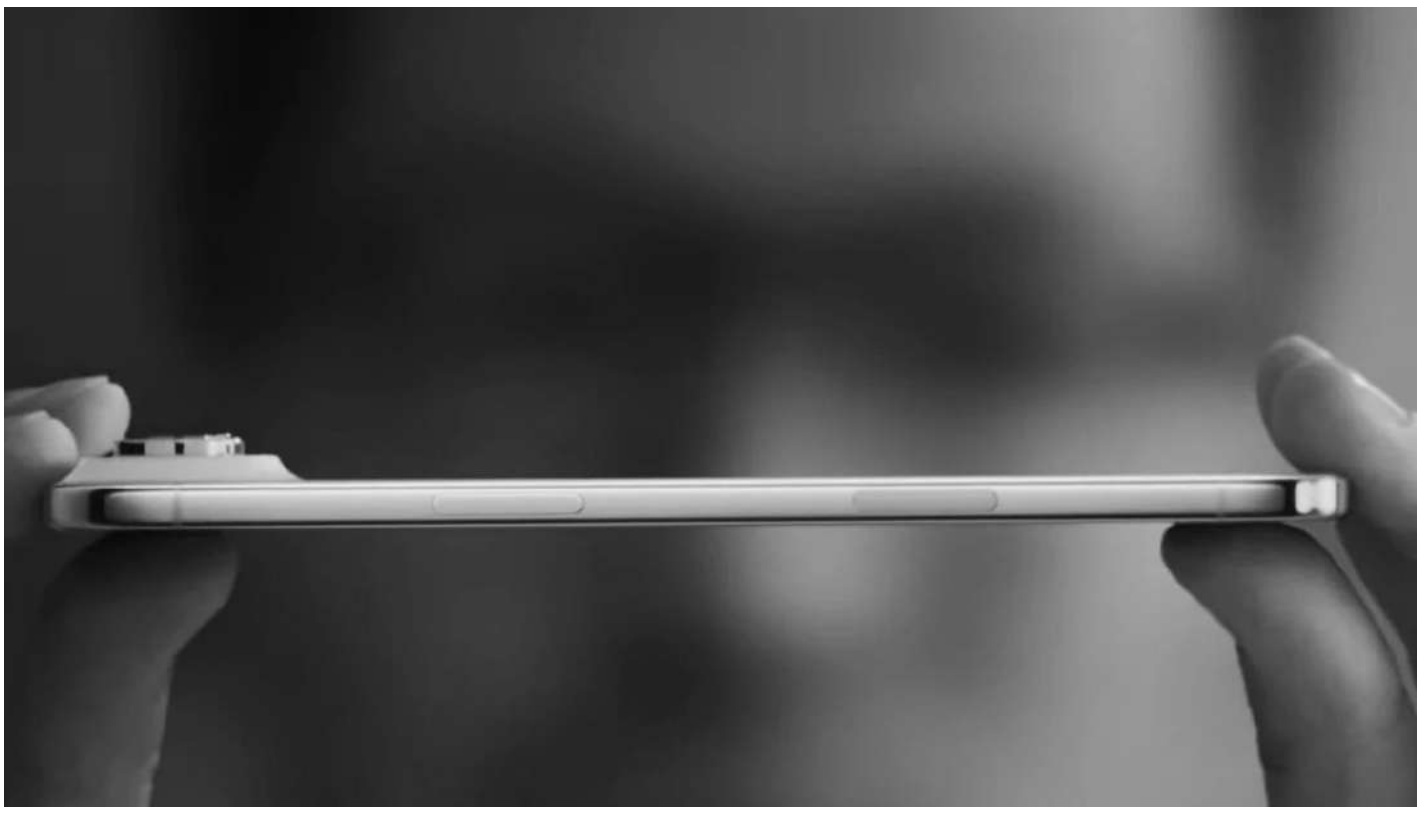
La Chancelière de l'Échiquier a ainsi annoncé mardi que les règles de transparence des entreprises seront allégées pour inciter davantage de sociétés à se lancer à la Bourse de Londres. Désormais, les entreprises introduisant leur première cotation n'auront à publier leur prospectus (le document d'information financière) que trois jours avant leur introduction, contre six auparavant. Par ailleurs, les entreprises déjà cotées ne devront publier un nouveau prospectus que si elles émettent plus de 75 % de leur capital, contre 20 % actuellement.

LE SMARTPHONE LE PLUS FIN DU MONDE

Apple lance l'iPhone Air

C'était probablement l'annonce la plus attendue de cette soirée de keynote de rentrée. Conformément à toutes les prédictions, l'iPhone Plus cède sa place à un nouveau venu : l'iPhone Air.

Même si Samsung a grillé la politesse à Apple avec son Samsung Galaxy S25 Edge, l'entreprise californienne dévoile sa version du smartphone ultrafin. Un iPhone qui impressionne peut-être autant qu'il inquiète notamment en raison de son autonomie… et de son prix.



L'iPhone le plus impressionnant jamais conçu

Même si l'annonce est depuis longtemps évantée, impossible de ne pas être impressionné face au chiffre avancé par Apple : 5,6 mm. C'est l'épaisseur de l'iPhone Air, qui prend tout son sens lorsqu'on la compare à celle des iPhone 17 Pro, par exemple — 8.75 mm. En l'état, l'iPhone Air est donc le smartphone (non pliant) le plus fin du marché.
Une finesse qui se conjugue bien entendu à une légèreté importante (165 grammes), mais aussi à une inévitable fragilité qu'il nous appartiendra d'éprouver au moment fatidique du test. En tout cas, Apple se veut pour le moins rassurant sur cet aspect, grâce à une nouvelle génération de verre Ceramic Shield, et l'usage de titane. En fait, Apple indique carrément qu'il s'agit de l'iPhone le plus résistant jamais créé. On demande à voir.
L'iPhone Air se distingue des autres smartphones par son design élancé, et par son (unique) capteur photo arrière (de 48 mégapixels, f/1.6, capable d'un zoom 2x), logé dans une barre horizontale qui nous évoque forcément les Google Pixel 10.

Le style avant les specs ? Oh que non

L'iPhone Air est-il autre chose qu'une belle gueule et un produit vitrine, ventant les mérites des ingénieurs de la marque ? Oui, et de loin. L'iPhone Air n'est pas un iPhone au rabais, et se dote de la puce A19 Pro, exactement comme les iPhone 17 Pro et Pro Max. Il ne s'agit pas d'un simple dérivé de l'iPhone 17, mais bien d'un véritable nouveau modèle ultra haut de gamme, jouant du coude à coude avec les modèles Pro. Il intègre par ailleurs le modem Apple C1X, dérivé du modem inauguré dans l'iPhone 16e, et la nouvelle puce cellulaire N1. Des améliorations qui promettent, selon la marque, l'iPhone le plus efficient jamais conçu.
L'iPhone Air emprunte également à son petit frère son écran 120 Hz. Oui, c'en est enfin terminé du 60 Hz sur les iPhone. Un jour à marquer d'une pierre blanche. La dalle OLED est ici d'une diagonale de 6,5", ce qui place le modèle pile entre l'iPhone 17 et l'iPhone 17 Pro Max. La face avant intègre également le nouveau capteur à selfie, de 18 mégapixels.
Concernant la batterie, une fuite récente nous informait que ce modèle dispose d'une capacité de 3 036 mAh, soit 35% inférieure à celle de l'iPhone 16 Plus (4674 mAh). De quoi soulever de grandes interrogations sur l'autonomie du produit. Apple commercialisera d'ailleurs une nouvelle Smart Battery Case pour l'occasion… qui aura pour effet d'épaissir l'iPhone Air. Pas très rassurant, à mon avis.

Bye bye, carte SIM

Dernier détail à prendre en considération avec l'iPhone Air : le smartphone ne dispose pas de tiroir à carte SIM. Sa finesse ne le permet tout simplement pas. Alors, si ce modèle vous intéresse, nul autre choix que de passer par une carte eSIM.
Il est bon de rappeler que tous les iPhone vendus aux États-Unis ne proposent plus de tiroir pour loger une carte physique, depuis l'iPhone 14. Pour l'heure, seul le présent iPhone Air semble donc être concerné par ce changement, mais nul doute qu'Apple ouvre ici une boîte de Pandore et que d'autres constructeurs lui emboîteront bientôt le pas.

iPhone Air : prix et disponibilité

L'iPhone Air, comme tous les autres produits présentés ce soir par Apple, sera disponible en précommande dès ce vendredi 12 septembre, et commercialisé le vendredi 19 septembre.

Il sera décliné dans les coloris noir, blanc, lumière stellaire et bleu clair. Apple lance son nouveau modèle avec un stockage initial de 256 Go, et à partir de 999$ aux États-Unis — comme l'iPhone 16 Plus. En revanche, en France, la facture est nettement plus salée, avec un iPhone Air vendu 110€ plus cher.
iPhone Air : 1229€ (256 Go), 1479€ (512 Go), 1729€ (1 To).
Comme ses petits camarades, l'iPhone Air accueillera iOS 26 et la nouvelle interface Liquid Glass dès le déballage.

IPHONE 17 PRO ET IPHONE 17 PRO MAX

Le nec plus ultra d'Apple sans augmentation des prix

C'est, comme souvent, le clou du spectacle de la keynote de rentrée d'Apple : les iPhone 17 Pro et iPhone 17 Pro Max font leur entrée en scène, et semblent repousser toutes les limites des précédents modèles… sans flambée des prix.
C'était l'une des grandes inquiétudes avec cette nouvelle génération, et en réaction directe directe aux nouveaux tarifs douaniers mis en place par l'administration de Donald Trump. Pourtant, les smartphones haut de gamme d'Apple ne couteront pas plus cher que l'an passé. De quoi rassurer les fans, et s'intéresser sereinement à leurs propositions techniques.

Un design repensé

Cela ne vous aura pas échappé ces derniers mois : les iPhone 17 Pro et Pro Max profitent cette année d'un nouveau design. Toujours présentés avec des écrans respectifs de 6,3" et 6,9", ils logent désormais leurs appareils photo dans un « plateau » qui s'étale sur toute la largeur du dos (ce qui devrait rendre le smartphone plus stable lorsqu'il est posé). Contrepartie, l'épaisseur du mobile part à la hausse (après tout, si vous voulez de la finesse, direction l'iPhone Air !).

Autre particularité des modèles Pro : un coloris bi-ton, avec une espèce de plaque plus foncée qui occupe environ 3/4 de la face arrière.
Comme sur les précédents iPhone, on trouvera dessous un aimant puissant le rendant compatible avec la norme de recharge sans fil Qi2 via MagSafe. Tout le design est conçu à partir d'une unique feuille d'aluminium, qui aide notamment à la dissipation de la chaleur.
Sur les tranches, on retrouvera évidemment les boutons Action et la commande de l'appareil photo, permettant d'accéder rapidement à l'application idoine.
L'une des nouveautés principales des iPhone 17 Pro concerne la photographie. Rien ne bouge du côté du grand-angle et de l'ultra grand-angle, mais Apple revoit sa copie sur le téléobjectif (qui en avait bien besoin). La marque se met à niveau de la concurrence avec un capteur 48 mégapixels, désormais capable d'atteindre un zoom optique 8x, contre 5x l'année dernière.
Comme sur le reste de la gamme iPhone 17, le module photo avant améliore sa résolution, passant de 12 à 18 mégapixels.
Les iPhone 17 Pro musclent également leur jeu en vidéo. Ces modèles peuvent filmer simultanément avec le module avant et arrière afin de tourner des vidéos adaptées aux réseaux sociaux. Apple signe enfin l'arrivée du format ProRes RAW afin d'améliorer encore la latitude offerte aux étalonneurs en post-production.

Performances et batterie en progrès

Les nouvelles puces A19 Pro qui équipent ces smartphones promettent des gains en performances, mais surtout une meilleure gestion de la température grâce à une chambre à vapeur surdimensionnée – une nouveauté sur iPhone, qui a déjà fait ses preuves sur des concurrents Android. D'après les fuites de ces derniers jours, les iPhone 17 Pro embarquent 12 Go de RAM, soit 4 Go de plus que les précédents modèles.
Des smartphones qui chauffent moins donc, mais qui pourraient aussi moins consommer. Une très bonne nouvelle, qui se conjugue à des batteries aux capacités revues à la hausse. Si Apple ne communique pas officiellement sur ce sujet, des fuites récentes parlent d'un accu de 4 252 mAh sur l'iPhone 17 Pro (+18%) et même de 5 088 mAh (+8%). De quoi promettre une autonomie record sur le modèle le plus onéreux. Apple parle d'ailleurs de 37h de lecture vidéo au total sur l'iPhone 17 Pro Max, et 31h pour l'iPhone 17 Pro.

iPhone 17 Pro et iPhone 17 Pro Max : prix et disponibilité

Annoncés hier, les iPhone 17 Pro seront disponibles à la précommande le vendredi 12 septembre, et commercialisés le 19 septembre. Ils seront déclinés dans les coloris blanc, noir, orange, argent et bleu marine.
Tous les nouveaux iPhone démarrent avec un stockage de 256 Go.
- iPhone 17 Pro : 1329€ (256 Go), 1579€ (512 Go), 1829€ (1 To)
- iPhone 17 Pro Max : 1479€ (256 Go), 1729€ (512 Go), 1979€ (1 To), 2479€ (2 To)
L'intégralité de la nouvelle gamme d'iPhone accueillera iOS 26 et sa nouvelle interface Liquid Glass dès le lancement.

À MOINS DE 19 000 €, CETTE VOITURE ÉLECTRIQUE N'EST QUE LE DÉBUT DE L'OFFENSIVE

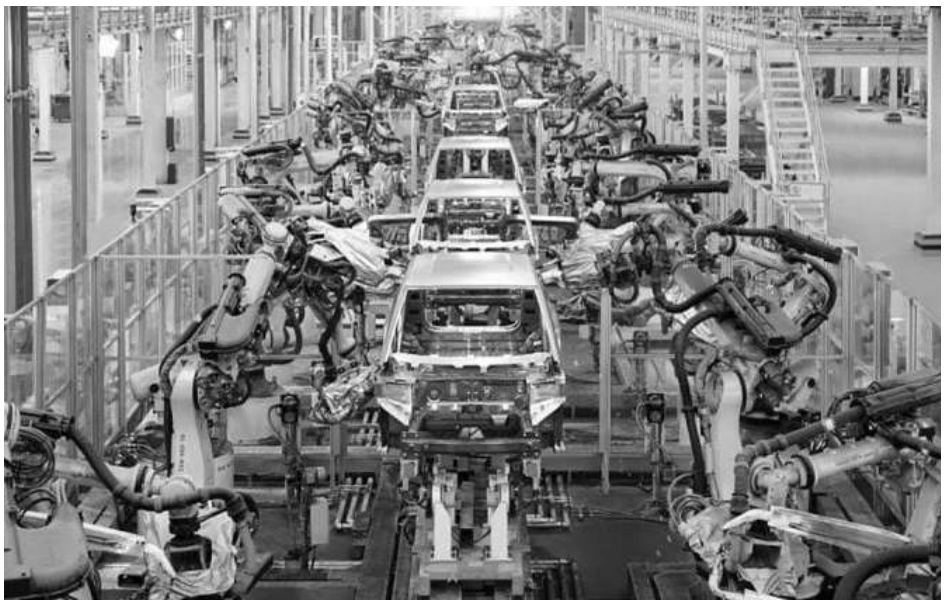
Voici comment BYD veut conquérir l'Europe

BYD a profité du salon IAA de Munich pour dévoiler les prochaines étapes de son offensive européenne. Avec désormais treize modèles disponibles, dont le nouveau break SEAL 6 DM-i Touring, la marque chinoise confirme sa volonté de croissance rapide et veut diversifier son offre sur le Vieux Continent. Mais plus qu'une question d'élargissement de catalogue , BYD veut surtout miser sur une expansion industrielle et technologique.

Parmi les vedettes du stand BYD à Munich, la Dolphin Surf occupe une place à part, et ce n'est pas un hasard. Véhicule de conquête, ce modèle urbain, déjà l'un des plus abordables du marché avec un prix d'appel à 18 990 €, va être le premier véhicule BYD assemblé dans la future usine du groupe à Szeged, en Hongrie. Un choix stratégique qui va permettre à la marque de contourner les droits de douane européens – qui atteignent aujourd'hui 27 % pour la marque – et de rendre le modèle encore plus compétitif face aux citadines locales.
Pour rappel, la gamme Dolphin Surf est déjà très bien placée. Elle couvre trois finitions (Active, Boost et Comfort) et deux types de batteries LFP : 30 kWh pour 220 km d'autonomie WLTP en finition Active et 43,2 kWh pour 322 km WLTP en finition Boost. Mais au delà de ces chiffres nous avions été séduit par sa conduite sans mauvaise surprise, son confort acceptable et surtout ses nombreux équipements : écran multimédia de 10,1 pouces, compatibilité Apple CarPlay/Android Auto, systèmes avancés d'aide à la conduite, airbags, V2L 3,3 kW, chargeur smartphone par induction, sellerie en similicuir ou encore climatisation automatique. Bref, cette Surf est une sérieuse concurrente aux Renault R5 E-Tech, Citroën ë-C3 et Dacia Spring. Mais pour la marque, la Surf n'est qu'un début.

Production locale : enjeux industriels et économiques pour l'Europe

BYD a en effet officialisé l'accélération de son implantation industrielle sur le continent européen, avec comme objectif une production totalement localisée de ses voitures électriques d'ici 2028. Selon Stella Li, vice-présidente exécutive du groupe, le démarrage opérationnel des usines va être échelonné : l'usine de Szeged, en Hongrie va d'abord accueillir la production de la Surf et de l'Atto 2 fin 2025 avec une montée en cadence en 2026. Si la production va débuter à quelques dizaines de milliers d'unités par an, elle est censé grimper jusqu'à jusqu'à 300 000 à moyen terme.

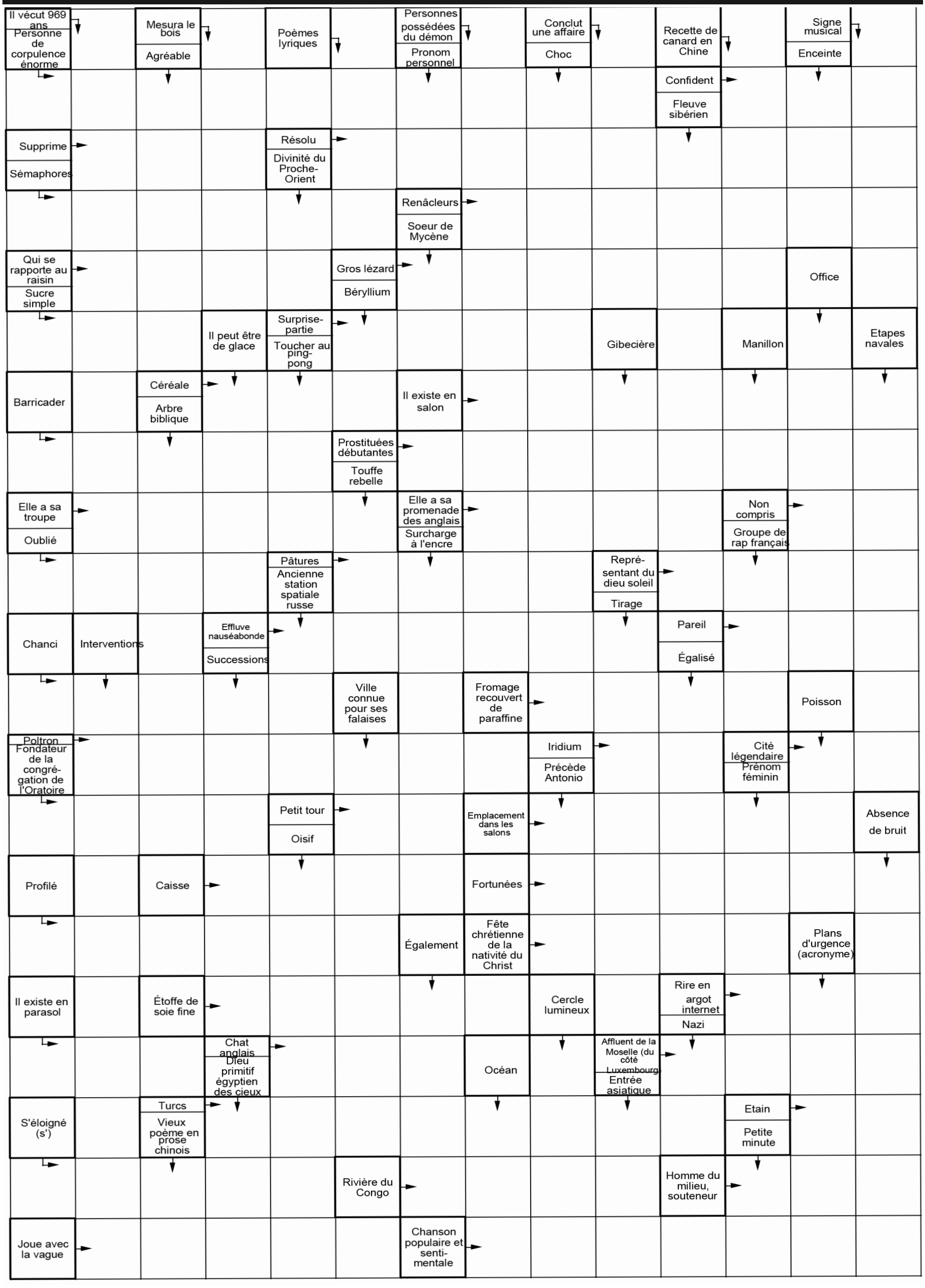


Et le site devrait permettre d'adapter rapidement la production, sur 12 modèles différents.
Dans le même temps, BYD finalise l'implantation de son site industriel à Manisa, en Turquie, qui devrait entrer en service à partir de 2026 et atteindre un rythme de 150 000 unités annuelles plus rapidement, pour non seulement alimenter l'Europe mais aussi les marchés périphériques comme la Turquie, Israël ou les Balkans.
Ce choix industriel devrait permettre de moduler la logistique et de rationaliser les coûts de main-d'œuvre. En plus aussi, BYD annonce qu'une décision concernant un troisième site européen devrait être prise d'ici 18 mois, tout en préparant aussi la production locale de batteries, et ce, indépendamment du ralentissement conjoncturel du marché électrique en Europe selon la vice-présidente.
Cette implantation européenne répond à plusieurs objectifs : s'affranchir des droits de douane européens, réduire les coûts logistiques, bénéficier des incitations nationales (bonus écologique, leasing social) et rassurer les clients européens sensibles à la souveraineté industrielle. Mais pour les clients, c'est surtout l'implantation du réseau qui sera un aspect primordial. Ainsi, BYD annonce accélérer le développement du réseau avec un objectif de 1 000 points de vente dans 32 pays d'ici la fin 2025 et la constitution d'un tissu de partenaires et sous-traitants locaux. Enfin, alors même que la demande européenne ralentit, BYD prépare la montée en puissance de ses modèles PHEV, qui deviendront le cœur de son offre dans la région à court terme : trois à quatre nouveaux modèles hybrides rechargeables seront lancés d'ici mi-2026. Aujourd'hui la gamme compte dix modèles chez nous, dont la nouvelle Seal 6 DM-i Touring forte d'une autonomie combinée de 1455 km WLTP, dont 105 km de full électrique. En attendant nos mesures bien sur.

Les Américains tentent de vendre aux Japonais des Toyota et Honda qu'ils n'ont jamais vraiment voulues

Pour apaiser les tensions commerciales internationales, les Américains et Japonais pourraient s'accorder d'une drôle de manière : permettre l'exportation des gros pick-up des Etats-Unis vers le Japon. Faciliter la règlementation pour les envoyer à l'autre bout de la planète est une chose, mais convaincre les Japonais d'acheter des Toyota ou Honda de près de 6 mètres de long en est une autre.
En durcissant le ton avec la Terre entière et en imposant des droits de douanes à tout le monde, Donald Trump aura au moins réussi un coup : rééquilibrer les débats et exiger des autres régions du monde qu'elles assouplissent leur règlementation pour que les voitures typiquement américaines puissent enfin se vendre au-delà des frontières de l'oncle Sam.
Pendant des années, Donald Trump n'a eu de cesse de se plaindre que les Européens et les Japonais faisaient tout pour ne pas acheter de voitures américaines.
Sans jamais se demander si les produits américains répondaient réellement aux attentes locales. Malgré cela, les Américains pourraient bien avoir trouvé un terrain d'entente avec les Japonais. Histoire de diminuer les tensions commerciales, les Etats-Unis ne vont pas augmenter plus que de raison les droits de douanes pour certains produits japonais et en retour, les Américains pourraient bien vendre des pick-up « full size » au Japon. Et pas n'importe lesquels.
La nouvelle vient du patron de Toyota en personne, Akio Toyoda, qui a signé un accord de principe pour tenter d'importer des Toyota « made in USA » au Japon. Echange de bons procédés entre les deux pays, mais rien n'indique que la sauce prendra.
L'année dernière, le kei cars, ces fameuses mini voitures à petite motorisation, ont représenté à elles seules 38 % des ventes de voitures neuves au Japon. Un mix en légère baisse par rapport aux années précédentes mais qui reste tout de même confortable. Et surtout symbolique : les Japonais aiment ces petites autos pratiques et économiques, dans un pays qui les favorise sur le plan fiscal.
A l'autre bout de l'échelle, les Japonais pourraient donc avoir droit à des monstres d'acier dotés d'une benne. Et tout particulièrement les Nissan Frontier (Titan ?), Toyota Tundra et Honda Ridgeline, trois modèles rivaux aux Etats-Unis qui pourraient bénéficier de « facilités » pour être vendus au Japon.
Mais qui va bien vouloir de tels monstres dans un pays adepte des véhicules hybrides et compacts ? Nos confrères japonais rappellent que les importations au Japon sont encore minoritaires : 60 000 sur les 7 premiers mois de l'année, majoritairement des modèles produits en Inde (Suzuki Fronx, Jimny, et certaines Honda).
Masanori Katayama, le patron d'Isuzu et de l'association japonaise des constructeurs, commente : « nous ne pourrons pas les vendre au Japon à moins que les clients ne les veuillent vraiment. Mais si ces modèles attirent des clients, ce n'est pas une mauvaise idée ». Il reste donc à savoir si les Japonais sont prêts à investir d'importantes sommes pour des utilitaires à benne de 6 mètres.

Mots fléchés



PÉTROLE

le Brent en hausse à plus de 67 dollars

Les cours du pétrole sont poussés à la hausse mercredi, le marché s'inquiétant des fortes tensions géopolitiques. Au milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,95% à 67,02 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, gagnait 1,05% à 63,29 dollars. Le marché reste attentif à la situation au Moyen-Orient, où les tensions sont montées d'un cran après l'agression sioniste ayant ciblé, mardi, la capitale qatarie Doha. La hausse de l'or noir est aussi liée à la persistance de la crise ukrainienne avec des graves décisions brandies par les pays occidentaux, ce qui pourrait affecter l'offre pétrolière sur le marché mondial en provoquant des pénuries, ont souligné des experts pétroliers.

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 11 septembre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or frôle son record historique porté par la faiblesse du dollar

Les prix de l'or se maintiennent à proximité d'un sommet historique mercredi, soutenus par les anticipations d'un assouplissement monétaire de la Réserve fédérale américaine, alors que les investisseurs attendent les chiffres de l'inflation pour affiner leurs prévisions sur les taux. L'or au comptant gagnait 0,8?% à 3.655,77dollars l'once vers 11h27, après avoir atteint 3.673,95 dollars mardi. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre progressent de 0,3% à 3.694,60 dollars.
"Les attentes de baisse des taux, alimentées par des signes de ralentissement du marché de l'emploi, soutiennent les cours de l'or" , notent les observateurs du marché aurifères. Le gouvernement américain a révisé à la baisse ses estimations d'emplois créés sur douze mois, renforçant les perspectives d'un assouplissement monétaire. L'or, qui ne génère pas de rendement, bénéficie généralement d'un environnement de taux bas.
Depuis janvier, il a progressé de 39%, porté par la faiblesse du dollar, les achats des banques centrales et l'incertitude économique mondiale. Le groupe bancaire australien (ANZ) a relevé sa prévision de fin d'année à 3.800 dollars l'once, anticipant un pic proche de 4.000 dollars d'ici juin 2026. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant monte de 0,8 % à 41,20 dollars l'once. Le platine gagne 1,8% à 1392,10dollars et le palladium progresse de 1,6% à 1.166,64 dollars.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Et si l'Afrique s'émancipait pour prendre son destin en main : un test par la valorisation souveraine de ses ressources minières

Parler de l'Afrique comme s'il s'agissait d'une entité homogène politiquement et économiquement, ce n'est pas du tout le cas. Les divisions internes sont encore nombreuses et parfois profondes. L'émergence de l'UA au plan politique est en soi une grande avancée même si à l'intérieur les frictions, les antagonismes et les référents politiques sont souvent observés à l'occasion des débats sur les sujets internationaux.
Au plan économique, la ZLECAF, l'organisation du libre-échange africain, a été le premier acte qui a obtenu un consensus pour son adoption, reste maintenant la question la plus difficile, sa mise en œuvre. Ce sont les initiatives au plan économique qui vont avoir un impact sur le continent et sa population, le politique suivra.
Actuellement, le débat porte sur l'Afrique comme objet des enjeux géopolitiques et comme acteur de ces enjeux. Le positionnement de l'Afrique, en tant qu'entité politique, sur ces enjeux est déterminant pour son avenir. Soit l'Afrique reste un objet pour les autres, soit elle s'émancipe pour prendre son destin en main. La question des ressources minières est au cœur de ces enjeux.
La seule motivation pour le développement de l'Afrique par les matières premières n'est pas suffisante. Faut-il trouver d'autres explications plus sérieuses. Parce que les matières premières minérales sont présentes sur toute la planète, la Chine, la Russie et les USA en sont de grands réservoirs. D'autres pays en Amérique latine et en Asie disposent de ressources minières abondantes. La cartographie minière du Monde, régulièrement mise à jour, donne des indications et des évaluations sur les potentiels miniers dans le monde. On remarque qu'à chaque mise à jour les potentiels évoluent et les classements des pays par type de minéraux changent aussi. L'erreur pour les africains c'est de considérer que le réservoir de matières minérales suffit à assurer leur développement. La dotation en matières premières n'est qu'un facteur favorable.
Alors spéculer sur les ressources minières rares dans tel ou tel territoire est devenu un exercice des analystes géopolitiques en rupture d'idées, des politiques en crise de légitimité, de journalistes en manque d'évènements. On annonce tel ou tel minéral rare dont l'enjeu est très important pour l'économie mondiale et on construit le narratif approprié dont la durée de vie est très courte. Pour les ressources minérales et minières, ce qui est important c'est l'usage possible qui peut en résulter. Une matière devient importante, lorsque son usage est important et décisif dans un cycle productif. En matière minière, l'exploration et l'exploitation sont souvent complexes et coûteuses.
Selon des estimations, les réserves en ressources minières les plus importantes en Afrique sont dans les pays d'Afrique de l'Est (Ethiopie, Somalie, Kenya …) de l'Afrique Australe (Zimbabwe, Botswana, Afrique du Sud, Mozambique...) en RDC et en Afrique de l'Ouest (Guinée, Libéria, Niger…). Contrairement à ce qu'on peut penser, les investissements en Afrique, réalisés par des étrangers au cours des dernières années ne sont que marginalement localisés dans le secteur minier. L'essentiel des investissements est affecté aux secteurs de l'agriculture (Soudan, Kenya et Tanzanie) l'énergie, les infrastructures (portuaires, aéroportuaires et ferroviaires), l'armement et la sécurité (drones turcs). Le postulat que l'Afrique est un immense réservoir de ressources minières peut provoquer le phénomène de la malédiction des ressources. Au lieu de s'engager dans l'exploitation et la valorisation des ressources naturelles, on attend l'éventuel investisseur étranger.
Ce dernier exporte sa production pour sa valorisation et donne une royaltie au pays d'Afrique. La dépendance s'installe pour longtemps. Les africains doivent comprendre que le développement doit se faire localement en exploitant directement et par les moyens locaux les ressources minières plutôt que de se contenter des royalties et autres droits de concession versés par des exploitants étrangers. Ce comportement rentier doit laisser place à l'entrepreneuriat et à l'investissement.
Nous savons maintenant les conséquences des comportements rentiers : un désintérêt pour le travail et l'effort, une corruption généralisée et une prédation par les groupes de pressions et pas de développement. Il faut aussi insister sur la valorisation locale des ressources naturelles pour échapper aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux. Une valorisation locale permet aussi d'intégrer les processus productifs locaux et ainsi contrôler les chaines de valeurs. Les ressources minières, hors celles de l'énergie (pétrole, Gaz, Charbon), n'ont pas une grande valeur à l'état brut. C'est dans la transformation que la valeur ajoutée est importante.
L'épuisement de ressources minières dans plusieurs pays développés et l'émergence de nouveaux besoins pour certaines matières minières pour de nouveaux usages dans les nouvelles technologies, les énergies renouvelables, les nouveaux fertilisants, l'Afrique, moins explorée et certainement moins exploitée , apparait comme le réservoir à prendre.
L'Afrique n'a jamais été aussi convoitée et sollicitée comme depuis quelques années. Les nouveaux acteurs sont totalement différents des anciens qui étaient principalement les anciennes puissances coloniales. On note déjà une présence remarquée des grands investisseurs du Golf arabique, de Turquie, de Chine, de Russie, de Malaisie, d'Indonésie et du Brésil… entre autres. On peut dire des investisseurs du Grand Sud. Les pays du golf sont très présents en Afrique de l'Est et les engagements financiers sont très significatifs. Il faut noter aussi que les engagements des pays du Golf sont très orientés sur les infrastructures et l'agriculture.
L'expérience des hydrocarbures vécue par plusieurs pays dont certains d'Afrique doit être méditée pour ne pas tomber dans les mêmes erreurs et les mêmes travers, comme confier l'exploitation à des compagnies étrangères qui exporteraient la production brute sans aucune valorisation au niveau national et sans réel contrôle sur elles par les Etats souverains.
Cette richesse a, malheureusement, profité plus aux compagnies pétrolières qu'aux pays d'origine qui se sont contentés de recevoir des royalties. Le défi est donc, pour les africains, d'exploiter ces ressources et les valoriser au niveau national ou régional avant de les exporter vers d'autres pays. Les pays africains doivent se doter de moyens d'exploration, d'exploitation et de valorisation par des partenariats continentaux ou avec des acteurs extérieurs dans le cadre de contrats équilibrés, sauvegardant la souveraineté des pays sur leurs ressources et sur les fruits qui s'en dégagent. Aujourd'hui, l'Afrique ne dispose pas de ces moyens ou du moins pas tous les moyens nécessaires, tant financiers que techniques et humains. Ce déficit en moyens est encore plus prononcé lorsqu'il s'agit de pays relativement pauvres et de petite taille. La solution est donc dans la coopération intra-africaine. L'UA, instance politique doit se doter d'instruments financiers pour financer les investissements dans les secteurs stratégiques comme les infrastructures, l'énergie et bien entendu les mines.
Il y a la BAD, l'Afreximbank qui ont des missions plus générales. La BAD est resté dans son schéma classique d'aide aux pays avec des taux de crédit bonifiés ; alors que l'Afreximbank s'oriente sur le financement du commerce extérieur. Un nouveau mécanisme serait tout indiqué, soit une Banque d'investissement, soit un établissement financier capable de mobiliser des fonds pour financer des opérations d'investissements ou prendre des participations dans ces investissements (un Fonds d'investissement).